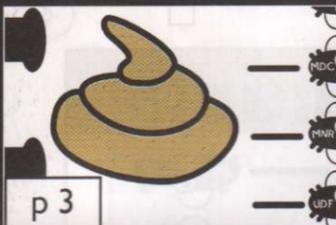


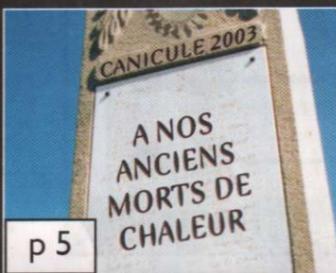
SOUS TON CHAPEAU MOU,
TU RESTES UN FLIC !



p 6



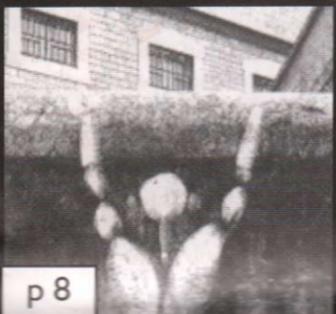
p 3



p 5



p 3



p 8



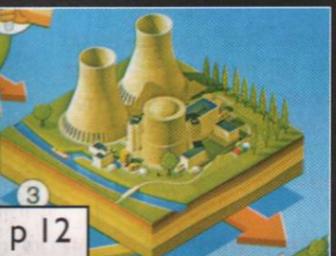
p 7



p 4



p 11



p 12



... Mais quand c'est insupportable... on ne supporte plus !

On allait juste boucler ce numéro, quand les Barbus se manifestent à Madrid. Des centaines de morts et des milliers de blessés font les frais, en Espagne, d'un combat surréaliste entre l'Orient et l'Occident.

Brassens chantait : « Mourir pour ses idées, d'accord, mais de mort lente... ». Aujourd'hui, en Europe comme hier en Irak, en Afghanistan ou aux Etats-Unis, les victimes meurent sur place au nom des folles idées de leurs dirigeants.

Au nom de la sécurité des rescapés, de la lutte anti-terroriste, les mêmes gouvernements pondent des lois liberticides. Les Européens sont parqués, surveillés, épiés à l'intérieur de leurs frontières comme des bêtes à concours. Manipulés par les médias, leur seul droit est de voter pour la couleur d'un responsable, rose ou blanc d'un même système.

Le chevalier Bush, héros de la dernière croisade a diabolisé l'infidèle. Depuis c'est le diable qui mène le bal. Depuis Godefroy de Bouillon, les croisés de l'Occident chrétien n'ont subi que défaites ; les templiers démantelés ont perdu leur trésor, les musulmans se sont installés plusieurs siècles au cœur de l'Europe. Moderniser les conflits d'un autre temps au nom du Paradis d'Allah ou de Jésus, tient de la démente. C'est à croire qu'il n'y a pas que les Dieux qui sont tombés sur la tête.

Le sang appelle le sang. Ces missiles, ces bombes à fragmentations qui ont détruit les maisons et lacéré le corps des Irakiens ou des Afghans, ont le même effet que les marmites bourrées de ferraille, ou les avions suicides qui ont massacré hier les Newyorkais, aujourd'hui les Madrilènes.

Sous terre, tous les morts se ressemblent. Si leurs bourreaux se félicitent aujourd'hui de leurs sanglants succès, qu'ils sachent que, tôt ou tard, ils paieront chèrement l'addition de leurs crimes !

A l'ouest, que du nouveau !

Cela fait un bail que l'on ne s'était pas causé. Amis lecteurs, nous sommes comme vous bouche bée devant l'incalculable connerie humaine. Cette avalanche d'informations, aussi saugrenues les unes que les autres, paralyse notre plume, notre entendement et nos possibilités d'assimilation.

Lors de notre dernier numéro, Bush partait en guerre en Irak ; c'était la der des der ; Le pays allait être libéré de son dictateur, la Pax Americana, bonne fille, maternait le Moyen Orient tout en pompant voracement son pétrole ; la paix des braves en quelque sorte et tout serait dit.

Un mois après, c'est la merde totale ; les Yankees s'enlisent à Bagdad, la résistance, pro-Sadam ou pro-Chiite ou pro-démerde..., s'organise. Les soldats de l'alliance US, Espagnols, Polonais ou Anglais tombent aux quatre coins du pays. Le siège de l'ONU saute, celui de la Croix-Rouge aussi, et les hôtels de journalistes, les commissariats irakiens, les membres du gouvernement provisoire ne sont pas non plus épargnés. Pourtant, Saddam Hussein a été capturé et montré pieds et poings liés. Le vainqueur a terrassé fièrement le dragon ; Bush, un pied sur le ventre de son prisonnier bombe le torse, se prenant pour l'archange St Michel.

Mais on ne fait pas le bonheur d'un peuple malgré lui, et les Irakiens, pas plus que les Palestiniens, ne suivront les feuilles de route concoctées par le héros de Washington.

La France est particulièrement vouée aux gémonies. Les Yankees, non seulement l'empêchent d'aller à la gamelle de la reconstruction de l'Irak, mais s'attaquent à tous ses projets internationaux, comme le choix d'un site pour un centre de recherche sur la fusion nucléaire, préférant par mesquinerie le Japon ; à Noël, les States bloquent 6 avions de ligne à Roissy car les passagers venant de France ne peuvent être que des terroristes ; aux dernières nouvelles, notre sacro-saint foie gras lui-même est boudé !

Hier, « Cerise sur le gâteau », un pauvre étudiant faisant escale à New-York vient d'être foutu au trou sous prétexte que pendant le vol il était resté trop longtemps aux toilettes, et qu'il a

répondu à l'hôtesse qui voulait l'extraire du lieu « je ne fabrique pas une bombe, mais une merde ». Résultat : il est inculpé pour fausse alerte d'attentat. On croit rêver !

Dans notre hexagone, rien ne va plus pour les Français d'en bas. Le baron Seillères a pris le pouvoir, il manipule ses marionnettes Chirac et Raffarin au gré de sa fantaisie. Les lois scélérates tombent comme à Gravelotte. Le RMI devient RMA, ce qui permet à un chef d'entreprise de se payer un esclave pour 183 euros ; avec les charges, environ 1500 F par mois pour 20 heures/semaine. Pour 3000 francs par mois, un patron peut donc se payer un poste assuré à plein temps par 2 RMA. Bonjour le progrès social ! Les syndicats, en particulier la CFDT, non seulement regardent passer les trains de la régression sociale, mais certains y montent dedans, le successeur de Notat en tête. Le code du travail foulé au pied permettra le triomphe des contrats à durée déterminée ; adieu les CDI et la garantie de l'emploi. Le thatchérisme raffarinien n'a pas eu d'égal sous la V^e république.

élections piège

> suite de la pl

Ce gouvernement peut tout supporter, tout imposer, il est à l'épreuve des scandales : 15 000 vieillards tués par la canicule auraient la peau de n'importe quel ministre de la santé ; en 2003, quelques excuses et vagues promesses suffisent à étaler le coup. Les augmentations du tabac, du pétrole, les attaques contre la sécurité sociale, le délabrement des hôpitaux du service public, les attaques contre le droit de grève ont fait sauter Juppé. Raffarin persiste et signe pour 2004. Il nous souhaite une bonne année pour les riches, et un supplément d'astreinte pour les pauvres et le voilà qui remonte dans les sondages.

Comme Chaban-Delmas, Raffarin nous promet le libéralisme sauvage avec un peu plus de pluie...

Du côté spectacle, Sarkozy s'en donne à cœur joie pour jouer le kalife à la place du président ; il se permet toutes les pitreries : clown triste. Au nom de la sécurité, il aboie dans les banlieues, remplit les prisons jusqu'à la gueule, récompense les képis aux résultats c'est-à-dire au nombre de gardes à vue. Il est partout, remplace le garde des sceaux en prévoyant des peines « plancher » pour les récidivistes, les perquises de nuit ; il invente des nouveaux délits, glisse de l'insécurité des banlieues à celle des routes, impose des radars partout ; chaque automobiliste est un délinquant en puissance, chaque Corse un terroriste, chaque Arabe un intégriste. Il est partout, traque les prostituées, les clients ; il les poursuit jusqu'en Roumanie, organise des charters européens, se montre en Chine, donne des leçons au ministre de l'intérieur asiatique.

Sarkozy est partout, à la région avec sa femme (Ile de France), à la télé contre Le Pen, à l'Élysée contre Chirac, à la radio, chez vous, sous votre lit. Brave gens, tremblez, Sarkozy veille !

Et, à Toulouse, on n'est pas mieux loti, nous ne sommes pas encore sortis des décombres de l'explosion d'AZF, que notre maire Douste Blazy cherche à kidnapper les dons destinés aux sinistrés. Sur les causes de l'explosion, Total est toujours muet, les experts et la justice pataugent ; il ne reste plus que des irresponsables : le préfet a changé, le directeur de la grande paroisse aussi, les ouvriers sont partis. Il ne reste plus qu'un grand trou au milieu d'un terrain pollué et des victimes pas encore ou mal indemnisées.

Mais que fait la justice toulousaine ? Elle s'empresse, dans l'affaire Alègre, de blanchir Baudis, d'incriminer les témoins, de démanteler la cellule d'enquête de la gendarmerie. Tout le monde, magistrats, avocats, policiers, proxénètes aux abris ! Seules, les victimes suicidées restent pleurées par leurs parents, il n'y a pas que les morts qu'on enterre, les affaires aussi.

Dans ce climat délétère, heureusement que les élections redonnent du souffle à la ville rose.

Les chevaux légers sont revenus. Avec son aéropage de magouilles, de tractations de couloir, la droite est divisée, la gauche racole ses éclopés, une liste alternative fait surface, alternative à quoi, et comment ? personne n'en sait rien, aucun bilan sérieux de six ans de pouvoir régional. Aucun plan, aucune proposition, la seule chose que l'on sait, c'est qu'à l'hôtel de région, la gamelle est bonne et que les conseillers, Malvy en tête, en redemandent.



Elections, piège à cons... un slogan repris inlassablement dans Basta, toujours vérifié, mais encore plus aujourd'hui, après les abracadabrantés dernières élections présidentielles et législatives de 2002.

Une grande campagne pour «sauver la démocratie» face au Front National présent au 2^e tour, trémolos, exhortations, SOS, hurlements «au loup», ont amené aux urnes des jeunes, des sceptiques, au nom de cette grande cause.

Ce qui nous a valu Chirac élu à 80 %, suivi de son infâme gouvernement, Raffarin, Sarkozy, Perben, Aillagon, Ferry, Mattéi, Fillon etc... tous sûrs de leur légitimité, de leur bon droit à nous asséner des réformes odieuses.

Au mépris de toutes les protestations, manifestations et grèves, ils ont continué et persistent dans leur chemin vers plus d'injustices, favorisant les milieux aisés sans prêter la moindre oreille au malaise des différentes professions. Les instits et personnels éducatifs se sont mobilisés plusieurs mois pour analyser leur rôle, le fonctionnement qui pourrait amener une meilleure prise en charge des gosses issus de tous les milieux, et pour ce faire ont réclamé quelques moyens. Ferry et Raffarin n'ont rien écouté ; non seulement ils n'ont pas donné de moyens supplémentaires, mais ils ont supprimé les emploi-jeunes, et proposent des flics dans les écoles. Aujourd'hui la plupart sont écoeurés ; certains ont changé de métier, les autres ont repris le boulot, avec un salaire amputé des jours de grève et beaucoup d'aigreur d'avoir lutté pour aucun résultat.

Un mépris sans précédent pour la situation des intermittents et du monde de la culture. Les mois d'été en protestations, en sacrifiant spectacles, cachets pour rien. Le gouvernement n'a rien voulu savoir, et a donné son agrément au plan de réforme du Médef. Puis les budgets de la recherche sacrifiés. Plus un poste créé pour les jeunes chercheurs.

Et la réforme du travail avec le remplacement des CDI par des CDD longue durée, et la réforme de la Sécu, etc.

Comme toujours, une fois élus, et dans le cas présent avec une grande arrogance, les gouvernements n'écoutent que leurs intérêts et renient tous leurs engagements. En votant pour eux, on leur a donné une majorité pour 5 ans, ils comptent bien en profiter, et ils le disent, cyniquement, à la face de ceux qui luttent pour des droits élémentaires, des droits vitaux, à la face de ceux qui ont voté pour eux, lors de la grande mystification, et n'ont plus aujourd'hui que les yeux pour pleurer, pour faire passer le maximum de lois profitant à leur caste. Des lois, mais aussi des décrets, des «adaptations techniques» pour réduire les aides pour les plus démunis – limitation de l'AME, diminution de certaines prestations familiales pour les mères isolées...

Alors aujourd'hui à la veille des élections régionales et cantonales, ils changent légèrement d'attitude.

Soudain, ils font quelques gestes pour essayer d'apaiser le climat de mécontentement : Aillagon va peut-être se pencher sur les propositions des intermittents. Raffarin se soucie vaguement de la Recherche, peut-être d'ici 2007 augmentera-t-on le budget ; les restaurants auront leur TVA diminuée ; peut-être même les maisons de retraite vont être équipées de climatisation ... spectacle, spectacle, spectacle !

Qui peut-y croire ?

Et qui peut croire à l'énergie soudaine de la gauche la plus molle, la plus frileuse et la plus opportuniste que l'on ait connue depuis longtemps ? Aujourd'hui elle semble découvrir les méfaits qu'elle a laissés perpétrer pendant des mois, et que parfois elle avait un peu préparés...

Voter en y croyant c'est de l'inconscience.

Voter sans y croire, c'est se couler dans le moule, c'est faire son devoir par habitude, pour la forme, comme les autres, c'est la soumission au **citoyennement correct** inventé par ceux qui y ont intérêt.

Ne pas voter n'est ni un but, ni une action efficace en soi, mais c'est manifester un désaccord total sur un système qui n'est pas ce qu'il dit, c'est affirmer que l'on n'est pas dupe, que l'on ne croit pas davantage à la garantie démocratique par les voies que l'on nous impose, qu'on n'a pu croire que l'on serait un jour assis, dans l'au-delà, à la droite de Dieu si l'on ne faisait pas de péché !

Changer les choses n'est jamais passé par la soumission, se faire entendre n'est pas se cacher dans l'urne.

Car comment pourrait-on faire une bonne réponse à une mauvaise question ? je vous le demande, madame Marianne...

POINT DE VUE

Voter est un droit, mais est-ce réellement un devoir ?

Que le droit de vote soit un progrès par rapport aux autres pratiques politiques, c'est une évidence. Que le système de la représentation politique soit une nécessité dans une société organisée, c'est également difficilement contestable. Pourquoi, en dépit de ces "évidences" une telle méfiance a fini par naître entre les citoyens et "la" politique? Pour une raison apparemment fort simple: l'élection est incapable de répondre aux grands problèmes de notre société. Il a fallu du temps pour faire ce constat, mais aujourd'hui il est en passe d'être établi et compris par un très grand nombre, sinon par la majorité.

Le discours politique sur le "changement", véritable "tarte à la crème" de toutes les campagnes électorales, ne passe plus... parce que le citoyen sait qu'il est faux... De là à en conclure que celles et ceux qui le tiennent sont des mystificateurs, à défaut d'être des imbéciles (ce qu'ils ne sont pas), il n'y a qu'un pas qui aujourd'hui est franchi. L'insistance des politiques à vouloir nous faire croire "qu'ils ont la solution" et les pratiques mafieuses et crapuleuses de certains, Agrémentés d'une impunité d'autant plus assurée que la place dans l'appareil de l'Etat est élevée, ont fini par jeter le discrédit sur l'ensemble de la "classe politique" et donc sur le système qui lui assure l'accession au pouvoir.

Une telle "dérive" de la conscience citoyenne est évidemment insupportable pour celles et ceux qui ont en charge le fonctionnement du système. Il leur faut absolument sauver l'illusion d'un consensus populaire, et quoi de mieux comme consensus que la "participation à l'élection". Gauche et Droite réunies n'ont qu'une seule obsession: "que le peuple participe à l'élection", cette participation sera l'expression, la concrétisation de l'adhésion du citoyen au système qui le gruge, de son allégeance au système... et on pourra toujours lui répliquer que "les politiques menées ne sont finalement que l'expression de sa volonté"... bloquant ainsi toute contestation dangereuse. Pour celles et ceux qui n'ont pas compris, on procède par culpabilisation avec l'argument classique: "Des femmes et des hommes sont morts pour le droit de vote"... comme si ces femmes et ces hommes s'étaient battus pour que l'élection devienne la mascarade qu'elle est aujourd'hui! Cautionner une telle chose n'est ce pas les tuer une deuxième fois?

Certes, Droite et Gauche préfèrent chacune voir ses propres membres accéder et occuper le pouvoir pour bénéficier de ses privilèges, mais le principal danger est tout de même cette suspicion citoyenne qui se généralise et dont l'expression est l'abstention, c'est dire un nouveau phénomène politique qui est la remise en question de la comédie électorale qui nous est régulièrement jouée. Droite et Gauche se satisfont parfaitement d'une "alternance politique" qu'elles nous présentent comme la quintessence du fonctionnement démocratique... le problème pour elles c'est que les citoyens y croient, eux, de moins en moins.

Pour combattre cette tendance du "rejet de la politique", en fait "des politiques et de leurs pratiques", tout ce jolande monde fait assaut de "civisme", voire de "morale civique", expliquant docilement et avec le plus grand sérieux que la "participation est un acte citoyen" et que celle ou celui qui ne vote pas est, bien entendu, un "mauvais citoyen"... l'abstentionniste n'est qu'un "pêcheur à la ligne"(?) de surcroît "irresponsable"... Si à une époque, l'abstentionnisme était, encore que, réductible à la nonchalance, à l'irresponsabilité ou la paresse civique, aujourd'hui ce n'est plus du tout le cas. La montée vertigineuse des taux d'abstention n'a plus rien à voir avec la "pratique de la pêche à la ligne" et abstraitement au contraire l'émergence d'un phénomène politique qui prend de l'ampleur pour des raisons beaucoup plus graves.

Si le droit de vote demeure aux yeux de toutes et tous un droit, on n'est plus bien certain qu'il constitue encore un devoir. En effet, à la question "Doit-on aller voter?", on ne peut pas ne pas accoler la question "Pourquoi faire?" Or, nous l'avons vu, la réponse à cette dernière question est tout à fait problématique.

"Voter" pour simplement "voter" n'a aucun sens... ou bien alors, il s'agit d'entretenir l'illusion qui existe, la croyance en une utilité politique de choix et de changement... qui n'existent pas. A la limite, et c'est ce vers quoi nous allons, voter dans ces conditions, c'est-à-dire prendre systématiquement les gens pour des imbéciles dans ce qui devrait constituer un acte essentiel de la vie citoyenne, c'est ouvrir la voie à des démagogues dont on sait ce que ça peut donner... rappelez vous la république de Weimar ! Ce n'est donc pas un hasard si, aujourd'hui, nous assistons à une véritable offensive pour faire participer aux élections... c'est la meilleure manière pour faire que rien ne change.

Ce n'est pas non plus un hasard si les taux d'abstention sont minorés et si les calculs de pourcentages obtenus par les candidats sont calculés et diffusés par rapport aux "scrutins exprimés". Refaites les calculs par rapport aux "inscrits" et vous vous rendrez compte que les "élus" sont des "nains politiques"!

Ce n'est pas non plus un hasard si les candidats aux élections, véritables ectoplasmes de la pensée politique, se vendent en utilisant les méthodes du marketing en valorisant leur image, ou celle de leur conjoint-e, ou chanteur/sportif préféré...

Ce n'est pas un hasard si, même s'ils "ne pêchent pas à la ligne", nombre de citoyens éviteront de faire la queue devant une urne, comme on fait la queue devant un boulangerie par temps de pénurie, pour déposer un bulletin qui a perdu tout son sens.

Enfin, ce n'est pas un hasard si régulièrement se pose le problème de savoir si l'on doit rendre le vote obligatoire... ce qui aurait l'avantage de pouvoir officialiser et légitimer l'escroquerie qu'est devenue l'élection.



Les animaux malades de la "régionellose"

Un silence soudain s'abat sur l'assemblée
Et le calme s'empare le troupeau rassemblé
Chacun ausculte l'autre le regard angoissé
Se demandant "bon Dieu pour qui il va voter?"

Au fur et à mesure qu'approche le scrutin
Le débat politique prend l'odeur du crottin.
On a mis au placard les valeurs, les idées
Ne restent plus sur place que des appâts sucrés.

Chacun se prostitue auprès de l'électeur
Evaluant les chances d'obtenir ses faveurs.
On lui promet la Lune, on descend l'adversaire
On se déclare «étoile» et lui le «ver de terre».

Tous les grands démagogues ont sorti leurs atouts
Font la bise à ces dames, embrassent leurs toutous
Ils nous auscultent tous, sortent leurs thérapies
Et même pour certains analysent leur pipi.

Nous imposent les mains, nous mettent des ventouses
Et quand ça suffit pas présentent leurs épouses.
Dénoncent les sceptiques, bref toute la racaille
Et ce, chemin faisant, ils plument la volaille.

Une fois que la crise sera derrière nous
On se retrouvera tout con bien au chaud entre nous
Ils nous aurons bien eu, on l'aura pas volé
C'est pourtant chaque fois que l'on se fait plumer.

La Belette

Aux urnes les moutons

Le voici revenu le temps des élections
Celui où les élus nous prennent pour des cons,
Celui où les promesses et serrages de mains,
Eclairent de mille feux ce que sera demain.

Pendant tous ces longs jours où l'urne était absente,
Ils géraient en silence toute affaire cessante,
Surtout leurs intérêts, puis ceux de la cité,
Derrière le paravent de leur sérénité.

Ils veulent absolument qu'on aille tous voter,
Assurant par là même leur légitimité,
En donnant l'illusion au pouvoir qu'ils détiennent,
Que c'est leurs ambitions que le peuple a fait siennes.

De l'illusion ces princes tout comme les comètes,
Reviennent par période refaire leurs emplettes,
Sollicitent nos voix avec de grands sourires,
Et si on les ignore, nous prédisent le pire.

A toutes nos questions ils ont une réponse,
Mais pour nos vrais problèmes ils n'en ont pas une once.
Ils déclarent savoir depuis des décennies
Mais leur incompétence évidemment la nient.

Leur objectif suprême c'est bien sûr d'être élu,
S'ils en cumulent trop nous proposent leur bru,
Ou leur fils, leur épouse... tout est bon pour régner,
On est toujours trop seul, faut être accompagné.

C'est donc en rang d'oignons que nous allons voter,
Sachant donc celui de l'autre, nous n'éviterons rien à changer.
Abusés, bafoués mais fiers d'y être allés
La carte d'électeur nous l'aurons avalée.

Le soir de l'élection, à la télévision,
Nous aurons en spectacle leur seule satisfaction.
Ils nous remercieront, nous promettant la Lune
De cette mise en scène, nous restera des prunes.

Une fois installés dans leurs nouveaux fauteuils
Ils se croient sur un trône, de modestie font deuil,
Nous croient à leur service, réclament des honneurs,
A eux les privilèges et à nous la saleté.

Après tout ce spectacle silence retombera
Routine quotidienne re rythmera nos pas,
Demain tout sera gris comme à l'accoutumée,
La merde quotidienne faudra bien l'assumer.

La Belette



Demain dès l'aube...

Demain dès l'aube à l'heure où l'on nous tend les urnes
J'irai voter vois-tu je sais que tu l'attends
J'irai par l'avenue en agitant mes burnes,
Je ne puis demeurer sans voter plus longtemps.

Je marcherai les yeux fixés sur ton programme,
Sans voir celui de l'autre, sans n'écouter plus rien,
Seul, convaincu, déterminé en somme
A faire mon devoir qu'on dit de citoyen.

Je ne regarderai, ni l'affiche qui tente
Ni le regard des autres qui veulent influencer
Et quand j'arriverai, je mettrai dans la fente
Le petit bulletin que j'aurai déchiré.

La Belette/Victor Hugo



Le bulldozer anti-social

Après avoir nivelé les terrains les plus meubles, le bulldozer continue sa course. Sous couvert de simplification administrative, il prépare, en coulisse, un chantier d'envergure : démanteler le code du travail pour remettre les ressources humaines de la France «d'en bas» au boulot...

Les patrons du Medef, aujourd'hui aux commandes du pays, vont vite en besogne, avec le soutien sans faille des jaunes de la CFDT. Des partenaires «très» sociaux ! Sans tarder, ils partent de concert avec le gouvernement à la chasse aux fainéants, aux profiteurs du chômage et des fonds publics.

Un thème de prédilection très démagogique pour s'assurer le soutien des «vrais» travailleurs qui suent, nuit et jour, au paradis capitaliste. Haro sur les intermittents du spectacle, les rmistes, les chômeurs longue durée, tous ses parasites qui font tâche et ne remplissent pas les tiroirs-caisses des patrons. En les excluant en masse du régime, la courbe du chômage devrait s'inverser. Fallait y penser !



Rouleau compresseur sur la culture

Fillon, comme Aillagon, sont plus fins stratèges qu'ils n'en ont l'air. Pas de grandes déclarations mais ils agissent dans l'ombre... du Medef, qui a pris la présidence de l'UNEDIC, après la CFDT. Un heureux hasard ! Le baron Seillères veut réserver la culture à son élite. Pour meubler le temps libre du peuple, la télé et les stades suffisent. A trop lui en donner, il pourrait se mettre à penser et en oublier de travailler. Et ces trop nombreux saltimbanques «mal habillés et impolis» donnent une image dégradante de notre beau pays. Dès juin 2002, l'Unedic, sur sa proposition, annonce le doublement des cotisations d'assurance chômage pour toutes les structures embauchant les intermittents, sans distinguo de taille. Déjà, les petites asso-

ciations en prennent plein la figure. A peine nommés, les deux ministres commandent le rapport Roigt/Klein pour étudier comment réduire le déficit de l'assurance chômage, imputé aux annexes qui régissent le statut des intermittents du spectacle. Ce rapport est pipé depuis le départ car il n'inclut dans ses calculs que les emplois intermittents (120 000) et pas les salariés permanents du secteur culturel (340 000), qui cotisent aux Assedic sans toucher d'indemnités. On fait dire aux chiffres ce que l'on veut : ce fameux déficit est un leurre. Ceci étant, les socialistes, pourtant ardents défenseurs d'une culture «plurielle», auraient pu profiter de leurs longues années de pouvoir pour définir un statut pour les artistes, excluant une quelconque main mise du medef...

C'est de ce vrai-faux rapport que découle le protocole signé par le Medef, la CFDT, la CGC et la CFTC, le 26 juin 2003, qui prévoit l'exclusion du régime d'un tiers des intermittents, en commençant par les plus précaires. A noter que ces syndicats, patronaux comme salariés, ne sont pas du tout représentatifs du monde culturel. Le protocole est agréé par le gouvernement le 6 août dernier, en dépit de l'annulation de nombreux festivals et des pétitions signées par le public à la sortie des représentations depuis début 2003. La CGT du spectacle et les coordinations d'intermittents, qui avaient découvert certaines irrégularités -les textes publiés au journal officiel ne sont pas les mêmes que l'accord signé le 26 juin, portent le pet au conseil d'Etat. Vite, les partenaires «très» sociaux pondent la bonne mouture en novembre et le gouvernement agréé, en dépit des protestations de la grande majorité des professionnels de la culture. L'irruption des intermittents sur les écrans TV (Star Ac, journal d'Antenne 2), c'était pour ça. Passons sur les assises de la culture, organisées par le ministre de la culture en septembre après la bataille, où pratiquement personne ne s'est rendu.

Ça y est, le nouveau statut est en place et l'hécatombe commence. Les artistes qui n'arrivent pas à justifier de suffisamment de cachets se retrouvent au RMI, pardon au RMA. Et on voit déjà, le paysage culturel changer de visage : compagnies de théâtre ou groupes de musiciens en très grande difficulté, travail au noir en hausse, offre de spectacles moins diversifiée... La star académie et le show bizz ont de l'avenir. Le nouvel opium du peuple qui rapporte de l'argent ! Où étaient, quand tout s'est décidé, ces députés, très intéressés par le contre protocole des coordinations, présenté fin février à l'Assemblée nationale ? L'Unedic, qui a «expertisé» ces contre-propositions à la demande hypocrite de Fillon, les juge irrecevables.

Rouleau compresseur sur le code du travail

En décembre 2002, les partenaires «très» sociaux (Medef, CFDT, CFTC et CFE-CGC) signaient une nouvelle convention d'assurance chômage pour réduire la durée d'indemnisation de la principale catégorie de chômeurs de 7 mois. En janvier 2004, 232 900 chômeurs ne touchent plus un sou des Assedic. D'ici 2005, l'Unedic vise 600.000 exclusions mais les associations de défense des chômeurs estiment que 856.000 personnes seront touchées... Le gouvernement se frotte les mains : les statistiques du chômage seront à la baisse malgré les plans sociaux, les dégraissages, les licenciements à tout va...

Quant aux chômeurs, quand leur droit à l'allocation spécifique de solidarité, revue à la baisse aussi, prendra fin, on les rééduquera dans les camps de travail obligatoires du RMA. Cette nouvelle loi mise en application en janvier 2004 défait tout ce que le code du travail a construit en 50 ans : pas de droit à des indemnités journalières en cas d'accident ou de maladie, pas de droit de grève, pas de droit syndical, pas de droit au chômage. Tout RMIste est tenu d'accepter un emploi de 20h minimum avec un CDD de 6 mois renouvelable, maximum 2 fois. Pour un célibataire, l'employeur (public ou privé) touchera du département l'équivalent RMI net (forfait-logement déduit) et lui reversera cette somme augmentée de 130 euros pour atteindre un demi-SMIC soit un total de 545 euros. Ces nouveaux esclaves ne cotiseront que sur la somme versée par l'employeur. Il leur faudra donc travailler 160 ans à ce régime pour avoir droit à la retraite. Le Medef rêvait de puiser dans le vivier du million de rmistes. C'est chose faite. Pour le prix d'un smicard, les patrons peuvent employer 5 Rmistes... Ils pourraient même virer leur personnel et le réembaucher quelque temps plus tard sous cette formule. Quelle économie tout en faisant du «social», la production d'un «bénéficiaire» du RMA ne se nommant pas travail mais «mesure d'accès à l'emploi», «action d'insertion». Et l'ANPE : une pourvoyeuse de main d'œuvre bon marché sous des airs de sœur de la charité.

Ce n'est pas fini. Fillon a demandé un rapport pour «l'émergence d'un droit du travail plus efficace» à Michel de Virville. Ce directeur des ressources humaines de Renault, épinglé récemment par la Cour de cassation pour le recours massif et illicite à l'intérim, a remis ces 50 propositions pour «toiletter» le code du travail et le rendre «plus simple à comprendre, plus stable». Parmi celles-ci : création du contrat de mission, dessaisissement du parlement de ses prérogatives législatives, mise sous tutelle des juridictions du travail, immunité patronale en cas de délit ou d'infraction, subordination de la loi au

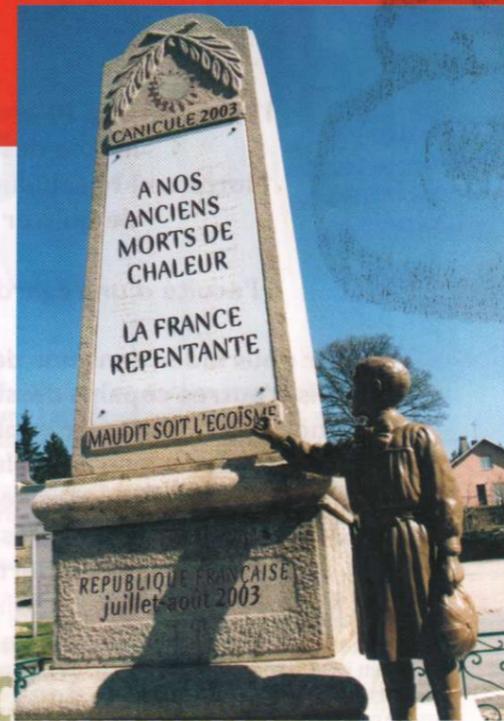
contrat, généralisation de la flexibilité et de la précarité des salariés. En clair, tout le pouvoir aux patrons, en supprimant tout ce que les luttes syndicales ont réussi à imposer en un siècle. Ce rapport doit servir de base à la «loi de mobilisation pour l'emploi» promise par Chirac.



Chirac, Raffarin, Sarkozy :

ou comment régler les problèmes ?

NETTOYAGE PAR LE VIDE



Les désastres d'une politique sans AME 40 000 mères précoces de prestations familiales Un mois de prière pour injures en



CHOMAGE
Modification des critères d'indemnisation des chômeurs, avec effet rétroactif
180 000 chômeurs de moins au 1^{er} janvier 2004
850 000 exclus du chômage en 2004 et 2005
LES INTERMITTENTS
Leur statut est modifié ;
35% vont être virés.

Rmistes
Tas de feignants qui profitent de l'argent public sans rien faire.

Au travail ! avec le RMA
20 h/semaine pour 583€/mois
Quelle aubaine pour les patrons qui peuvent les embaucher à mi-temps pour 183 €/mois. D'un bien meilleur rapport que les anciens travailleurs qui se font vieux et coûtent plus chers. Alors ouste, les 50 ans et plus, Et retour à la case chômage... ou à la rue :

S D F, sans toit, sans travail, sans famille, sans rien...
Blottis dans des couvertures trouées, ou des vieux manteaux refilés par quelque dame patronesse, ils attendent....

La mort... de faim ou de froid.

RETRAITE
Papy Boum ! Vieillesse de la population, alors travaillez plus longtemps, et si vous êtes remplacés par des moins chers et moins usés,
rejoignez le camp des chômeurs.

Et pour diminuer les dépenses de l'état, on diminue l'aide au maintien à domicile, supprimant ainsi aux personnes âgées des visites régulières et les laissant dans l'isolement
+
LA CANICULE cet été

15000 retraités en moins

DELINQUANCE
COUPABLES TOUS TROUVES :
Les étrangers ou **les jeunes**

Expulsions vers leur pays d'origine

En centres fermés
En prison

LES SANS PAPIERS
Des abus à répétition dans les non-régularisations, des renvois dans leur pays sans même examiner leurs demandes d'asile.
Et ouste, Sarkozy double les charters, et quand il y a résistance, les méthodes se durcissent,
on ligotte les expulsés dans les avions,

Problèmes de surpopulation carcérale, conditions de vie infamantes

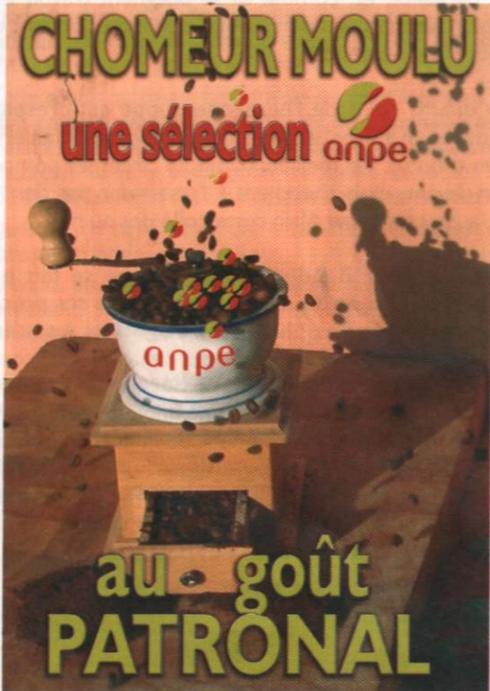
Suicides en séries : Des délinquants en moins

et on fait même des procès aux témoins gênants.

Et dans les «affaires» qui touchent les «personnalités» les témoins gênants, comme Patricia ou Djamel, passent de victimes à inculpés, sont jetés en prison et quelquefois même **suicidés...**
Et les gendarmes trop zélés sont déplacés ou mis à la retraite.
Ouf, on peut se décalomnier en paix !

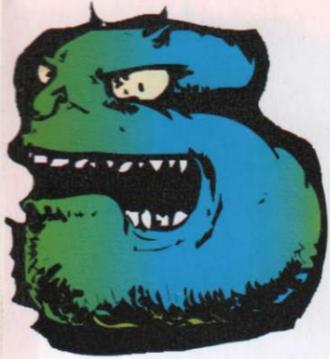
Alors, enfin débarrassés des délinquants, des sans papiers, des vieux encombrants, des crevés la faim en tout genre, les dirigeants, les patrons et les nantis peuvent triompher dans le paradis de la sécurité, du profit et de l'indifférence !

> L'inspecteur du travail Syvain Chicote qui l'a épluché : «L'objectif du gouvernement (...) est d'aggraver l'exploitation capitaliste pour répondre aux exigences de rentabilité financière mise à mal par la crise systémique. Il s'agit pour y parvenir de jouer sur les trois leviers classiques : augmentation du temps pendant lequel sont exploités les travailleurs, augmentation en même temps de l'intensité du travail avec la flexibilité et la précarité, salaires les plus bas possibles». On se souvient du voyage de Raffarin au Canada et de tout le bien qu'il avait dit des 35h : ses paroles n'ont pas été vaines. Alors qu'actuellement les entreprises, qui recourent à l'intérim (18 mois maxi), doivent justifier d'un surcroît d'activité, avec le contrat de mission, un CDD de longue durée (maximum 5 ans), elles pourront faire tourner des salariés sur des postes permanents à leur gré. Ce nouveau contrat remplacera progressivement le contrat à durée indéterminée. Plus de sécurité de



l'emploi pour les salariés qui deviendront tous intermittents, sans compensations en terme d'assurance-chômage. Parmi les autres menaces du rapport : licenciements négociés, limitation des moyens d'information et d'action des comités d'entreprise, redéfinition du temps de travail, autorisation élargie du travail dominical, plus de pouvoir aux actionnaires, etc. Comme ça a très bien marché pour la baisse des retraites, le recul des droits de chômeurs et des intermittents du spectacle, on fera passer la pilule par les partenaires sociaux cités plus haut, censés défendre l'intérêt général, alors qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes. Une fois que ce sera fait, on aura du mal à revenir dessus.

Arbeit macht frei, (le travail rend libre) lisait-on à l'entrée des camps nazis, surtout ceux qui font travailler les autres pour leur profit...



1976, presque 30 ans... et depuis on peut dire que le rôle des médias ne s'est pas amélioré. Notre ami Nicoulaud, qui vient malheureusement de quitter ce monde, signait alors cette couverture de Basta avec l'acuité d'un regard à la fois facétieux et critique, comme à son habitude.

Pour nous aider dans nos débuts de Basta, avec Soulas et parfois d'autres copains dessinateurs, ils venaient chercher avec nous des idées pour exprimer, au delà des mots, notre révolte, nos espoirs, nos luttes ; traitant les choses avec humour, sans aigreur ni violence, ils apportaient un peu de légèreté, dont nos textes, écrits d'une plume au vitriol, parfois à l'emporte-pièce, avaient bien besoin ! Ces lettres B, A, S, T, A, dessinées pour notre titre, conçues d'un côté comme autant de personnages en colère, et de l'autre comme un groupe soudé, nous avaient enchantés à tel point que nous n'avons pu nous en séparer !

30 ans après, ils sont toujours là, avec le même sens, nous rappelant ces moments chaleureux...

Pour la presse, tu avais mille fois raison, même si aujourd'hui les choses sont plus perfides encore.

Le mal que peuvent faire des charognards ou des imbéciles est incommensurable.

Aux ordres des politiques bien souvent, même à leur insu, quand ils se font manipuler, ils manipulent à leur tour.

Libres, disent-ils, mais libres de quoi ? d'être les piliers du correct dans tous les domaines, les véhicules d'un spectacle permanent derrière lequel la réalité de chacun est bien peu de chose et ne peut faire entendre sa voix...

OUI, flic de la normalité et du bien-penser, journaliste, quels que soient tes nouveaux atours, tu le restes.



Au théâtre hier soir

ACTE I

On a vu sur antenne 2 Baudis la sueur au front jouer les vierges outragées. On l'a entendu vociférer des menaces contre ses accusateurs, contre la presse, contre les avocats, contre certains juges, contre Douste et sa clique... Il est pour lui, contre, contre, contre tout le monde.

Il a terminé sa diatribe en mimant de ses mains nerveuses, l'offensé étranglant la calomnie.

Résultat après une courte période de flottement, le pouvoir en place a organisé une grande valse.

Dans un premier temps, des procureurs ont été mutés, des journalistes mis au pas, des avocats remplacés, l'affaire saucissonnée... Dans la seconde phase, Alègre est retourné, les témoins à charge inculpés et mis au trou, le gendarme chef d'enquête démissionne, les victimes de viol et de meurtres restent des suicidées, les familles pleurent leur mort et la vérité reste au fond du puits.

Mais ouf ! Baudis en sort blanchi comme l'agneau qui vient de naître

Après le grand-père, le père, voici la fille Baudis qui vient défendre les couleurs du clan aux élections Régionales Midi-Pyrénées. D'ici qu'elle ait des enfants, voilà une famille installée pour un siècle ou plus... À moins que d'autres rumeurs mal étranglées ne viennent enrayer ce fabuleux destin.

ACTE II

Cette fois ci on change de décors, c'est sur TF1 que le rideau se lève. Après quelques bafouillements de Poivre D'Arvor, l'artiste Juppé nous la joue "écolier repentini mal à l'aise dans ses bottes car il vient de se faire condamner par le conseil de classe".

Il avoue chichement avoir fauté sans le vouloir, sa main droite barbotait dans les caisses publiques, à l'insu de sa main gauche.

Pourtant il prétend tristement qu'il n'en veut pas à ses juges mais les trouve cependant trop sévères. Il

regrette que lui soit appliquée une loi qu'il a lui-même votée. Il déplore les attendus des juges qui osent comme il se doit personnaliser la sentence et juger que monsieur Juppé, ancien premier ministre, a trahi le peuple souverain...

Dans l'adversité, Alain, condamné glorieux, ploie mais ne rompt pas. Il fait appel contestant cette sentence inique et comme Chirac, l'U.M.P., les Bordelais, le réclament à cor et à cri, il CONTINUE, sans continuer tout en s'accrochant aux basques du président qui ne demande que cela...

Au même moment sur Antenne 2 le présentateur de service bafouille qu'il croit savoir que Juppé quitte progressivement mais définitivement la politique.

Le pataquès est complet tous les souteneurs crient haro sur les juges. Chirac puis Raffarin proclament: ils ont condamné le meilleur d'entre nous... L'indépendance de la justice est mise à mal... Le garant suprême de la constitution n'en n'a cure.

Résultats : Les juges de Nanterre sont soupçonnés de partialité, et, comme ils se plaignent d'avoir été espionnés, harcelés pendant leur délibéré, on met en doute leur sérénité.

Au quatre coins de l'hexagone, Juppé est présenté comme un héros victime des mauvaises manières d'un tribunal, ses meilleurs amis lui cirent les pompes par-devant, mais cherchent à l'assassiner par derrière, aussi ce pauvre Alain reste collé dos au mur.

Comme pour Baudis la revanche ne se fait pas attendre... Le garde des sceaux rappelle ses procureurs à l'ordre, les plus hauts magistrats jusqu'aux plus petits sont mis aux plis.

Chirac pour faire diversion, décrète un comité Théodule, chargé de mener une enquête administrative sur le bon fonctionnement de la justice en France. Les syndicats de la magistrature hurlent à la trahison, à la forfaiture du gouvernement qui se mêle d'affaires de justice, foulant aux pieds la règle constitutionnelle de la séparation des pouvoirs.

Perben profite de ce tintamarre pour faire voter un train de lois scélérates qui demain blanchira les Chirac, Juppé et consort et permettra de condamner encore plus sévèrement les voleurs de poules récidivistes.

ACTE III

et fin de l'épisode.

Guignol Juppé a battu le gendarme et les juges en attendant la prochaine farce, il continue, droit dans ses bottes à hanter les allées du pouvoir. D'une main ferme, il tient les rênes de l'U.M.P....

Mais guignol Sarko est en embuscade, le suspense est insoutenable. Vivement le prochain épisode. L'appel est pour demain et demain c'est un autre jour ...

Après l'apparition de Chirac, qui dénonçait des accusations abracadabrantesques à son encontre, après Baudis qui étrangle télévisuellement les rumeurs et la calomnie, après Juppé qui en appelle aux téléspectateurs pour lui rendre son honneur, nous citons en guise de conclusion un article du monde diplomatique à propos de Pierre Bourdieu.

«Pierre Bourdieu est revenu constamment sur le privilège considérable de ceux qui ont les moyens d'agir d'une façon passant essentiellement par le langage et par leur capacité de faire accepter à autrui une représentation de la réalité qui n'a pas besoin d'être objective pour être crédible. Et ne l'est pas du tout même la plupart du temps. Mais qui est conçue pour présenter la réalité à leur avantage et servir leur propre fin.

Le pouvoir symbolique c'est d'abord d'amener les dominés à percevoir et à décrire les choses comme ceux qui occupent des positions dominantes ont intérêt à ce qu'ils les voient et les décrivent.»

Extrait d'un article de Jacques Bouveresse.
Le Monde diplomatique-février 2004

Discrimination zéro ! ni plus, ni moins.

Ni plus, ni moins, car attribuer des valeurs, ou des contre-values, en fonction d'une ou de plusieurs différences, ce n'est pas accepter ces différences en tant que telles... différences naturelles et minimales au regard de l'essentiel, qui est l'existence humaine... différences venant aussi bien de soi-même que de l'autre, suivant la provenance et la direction du regard qui est porté. C'est déjà hiérarchiser ces différences et adopter un comportement plus ou moins tolérant par rapport à cette hiérarchie parfois inconsciente.

Accorder des droits, que ce soit largement ou petitement, c'est les avoir d'abord refusés, donc détenus. Au nom de quelle loi, au nom de quelle différence, au nom de quelle classification, au nom de quelle *discrimination positive* à son propre avantage ?

La discrimination positive aujourd'hui, telle qu'elle nous est montrée, vis-à-vis de *communautés* (donc des groupes d'individus classifiés... par qui ? selon quels critères ?) minoritaires dans un pays donné, en l'occurrence la France, ce serait, tout petitement, leur accorder une toute petite représentation officielle parmi les autres, majoritaires et groupes dominants de plein droit...

Il y a encore quelques mois, on n'y songeait pas. La *discrimination* c'était comme le *racisme*, la *xénophobie*, l'*homophobie* etc. Forcément du rejet et forcément négatif. Seuls, donc, les racistes notoires, comme le Front national, revendiquaient la discrimination raciale comme analyse et base d'une organisation sociale selon les critères liés à cette évidence et à la hiérarchie qui en découlait.

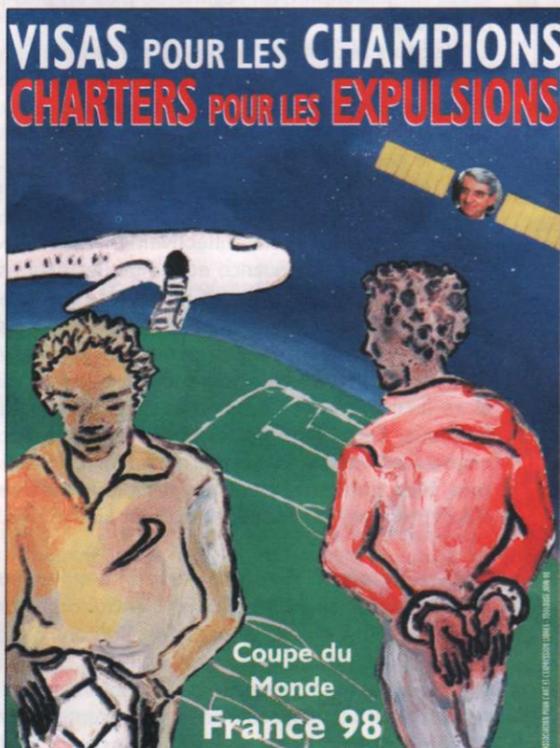
Il semblait même que cette utilisation du mot discrimination, plus large que la notion contenue dans le mot racisme, rendait l'idée parfaitement significative et responsable de toutes les dérives de rejet, de séparations, d'inégalités...

Par quel emberlificotage, par quelle perfidie politicienne parée d'un vernis sociologique de comptoir, tente-t-on aujourd'hui de nous faire avaler qu'il pourrait être positif et judicieux de juger, de classer, de valoriser ou dévaloriser les individus en fonction de différences de classe ou de race ? (rappelons à l'occasion que les races n'existent pas, et que pas plus la couleur de peau que tout autre différence morphologique, ne sont des différences suffisantes pour déterminer des critères de race. Parmi le monde animal, la race humaine est une). Quel processus enfonce dans la tête des gens, tout à coup, qu'il serait de bon ton, à l'instar des autres pays, anglo-saxons en particulier, d'accepter des étrangers sur notre sol (qui resterait le nôtre, de plein droit, cela va sans dire), à condition qu'ils restent groupés, reconnaissables, discriminables, et soient représentés, en quota minimal, bien sûr, par les plus acceptables d'entre eux, lesquels auraient pour mission, en contre-partie, de tenir le troupeau ?

Les mots

D'abord on nous chauffe bien avec le *voile*, le *foulard*, *islamique*, *intégriste*, *ostensible*, *ostentatoire*... créant ainsi des signes reconnaissables d'appartenance à...

Du jour au lendemain, et pendant des semaines, pas un journal télévisé ou un flash radio sans qu'on n'entende ces mots, pas un journal où l'on ne puisse les lire !



Un exemple de discrimination positive : Chevenement précurseur de Sarkozy

Les mots s'enflent, ronflent, s'envolent... et nous retombent dessus, évidents, massifs, contondants... Ploff : l'*intégration*, le *communautarisme*, l'*exception française*, le *jacobinisme*. Là on va se mettre à faire les intelligents, les instruits, les réfléchis, les sociologues... à ce stade, il est hors de question de ne pas être au courant, de ne pas discuter, de ne pas avoir d'avis...

Mais un avis sur quoi ?

Pour que Monsieur Sarkozy brille de tous les feux de ses idées géniales, nous devons, semble-t-il, nous interroger tous sur la question suivante :

Est-il plus humain, ou plus démocratique (ou -non dit-plus efficace), d'identifier et de répertorier les individus différents, c'est-à-dire dans la plupart des cas d'origine étrangère, de favoriser qu'ils puissent reconstituer, à l'intérieur du pays, une communauté minoritaire, suffisamment isolée pour ne pas troubler la majorité "normale", et leur accorder, afin de contenir leurs rancœurs éventuelles, une représentation mesurée dans nos instances démocratiques,

ou :

devons-nous rester sur une conception de l'intégration totale, présentée ici comme l'expression du centralisme (jacobinisme) français : est français celui qui vit, parle, mange, s'habille, travaille et prie comme un français ?

Et ici, on s'arrête... pour qu'en fait, le choix soit évident, la deuxième éventualité apparaissant vraiment pourrie...

D'autant plus pourrie que, présentée dans cet excès, c'est la position Le Pen : ceux qui veulent vivre chez nous doivent se transformer totalement, accepter nos lois et coutumes, renoncer à leur religion, à leurs vêtements, à leurs habitudes sociales, chanter la marseillaise, car sans cela on n'est pas français, et on n'a aucun droit, ni au logement, ni au travail, ni aux soins, ni à la parole. Dehors !

Donc si Monsieur Le Pen est contre la discrimination positive, mais reste pour la bonne vieille discrimination négative du rejet, c'est que la discrimination positive est bonne, et démocratique. Ben voyons !

Ce que l'on oublie, c'est que l'on utilise des raisonnements tronqués. **Volontairement**. Car la logique de cette hypothèse de l'intégration pure et simple voudrait, au minimum, (sans se préoccuper de ce qu'en pense Le Pen) qu'une fois les individus reconnus français, il n'y ait plus de discrimination du tout, ni positive, ni négative et que l'accès à tous les droits, vitaux, mais aussi citoyens, soient automatiques. Or ce n'est pas le cas, sinon la deuxième génération d'immigrés seraient représentée au même titre que n'importe qui, sans critères de groupe d'origine, de couleur de peau, etc.

Ainsi la discrimination positive vient, en premier lieu, pour masquer cette injustice aberrante, **sans la corriger du tout**. En effet la prétendue tolérance qui ferait accepter le regroupement communautaire, s'apparente bien plus à du cloisonnement des groupes humains, qu'ils l'aient choisi affinitairement ou non, à l'accent mis sur la différence, aux miettes que l'on jette, toujours dans une relation hiérarchique, comme si l'on remettait au goût du jour les cahiers de doléances, pour les pas tout à fait citoyens. La notion de communauté, décidée par ceux qui ont le pouvoir, permettrait d'empêcher l'égalité réelle, le dépassement des différences, en englobant dans cette notion de communauté, par la couleur de la peau, par la religion, par l'origine, ceux qui, en réalité, sont déjà intégrés dans la société. De nombreux français d'origine étrangère, s'ils gardent un lien avec leurs racines, ont en commun avec d'autres français, d'origine différente, des centres d'intérêt aussi, ou même plus forts encore. Pourquoi les rejeter derrière le mur ?

Un mot, encore un, est venu, depuis quelques temps déjà, poser les jalons de la discrimination, supplantant tous les autres. Après *Arabe* puis *Magrèbin*, qui se référaient, à tort ou à raison, à un critère ethnique, *Musulman* englobe arbitrairement dans son usage devenu habituel, tous ceux dont la couleur de peau ou les traits du visage révèlent une origine d'Afrique du nord ou du proche et moyen orient, *grosso modo*.

Cette confusion, tout à fait pernicieuse, est entrée dans le langage courant, en toute ignorance du clivage qu'elle crée. Par exemple, lors d'une émission bien connue (Le vrai Journal), un chanteur, lui aussi bien connu, surtout à Toulouse, Magyd Cherfy, devait répondre à la question d'une jeune spectatrice :

Question : «Magyd, est-ce que le fait d'être *musulman* t'a gêné dans ta carrière?»

Réponse de Magyd, un peu pédagogue, avec gentillesse, mais remettant, pour ceux qui ont bien voulu le comprendre, les notions à leur place : «D'abord, je ne suis pas *forcément* musulman...», puis il a embayé sur la couleur de la peau, (je ne sais plus les paroles exactes), qui avaient effectivement constitué un handicap, qu'il avait souvent ressenti.

C'était une petite jeune fille sympathique, sans mauvaise intention, dont la question partait d'une «évidence»... évidence qui n'était pas de son fait, mais d'une évolution générale du langage en cours, vraisemblablement programmée.

Cette assimilation globalise, au niveau international, le camp du nouvel ennemi. Les ethnies sont nombreuses, et leur identification nécessite des nuances. Au contraire, la religion musulmane constitue un critère simple, massif, et partage le monde en deux, pratiquement (comme autrefois le communisme). De plus, la frontière entre *musulman* et *intégriste*, puis *terroriste*, n'est pas stable. Les connotations, de glissements en glissements, deviennent des certitudes.

Au niveau de l'immigration en pays occidental, ce tranfert de critères, des différences ethniques vers une incompatibilité liée aux croyances, accentue encore un peu plus les fossés. Quelle meilleure justification, si ce n'est au rejet avoué, au moins à la discrimination, que la différence de civilisation et de religion : tout en découle. On peut prétendre ainsi que l'on n'est pas raciste, bien au contraire, mais que l'on doit respecter les croyances de chacun, sans se laisser imposer celles des autres : cohabitation, mais avec des règles, mais avec des murs !

Le mur

Il y a eu, et il y aura beaucoup de murs, construits, démolis, reconstruits. A perte de vue. L'histoire en est pleine, notre monde contemporain aussi, et les projets de murs ne manquent pas, murs frontières. Frontière entre moi et les autres. Mur de Berlin, mur de Chine, murs des châteaux-forts, mur des lamentations, devenu mur mur, murs qui serpentent les territoires palestiniens, pour protéger les routes des colons, frontière Mexique/USA pour endiguer l'immigration, murs des résidences protégées, mur de la propriété privée, murs des ghettos, murs des prisons...

Il n'y a en réalité qu'un seul mur, car c'est toujours le même. Ceux que nous voyons sont comme une éruption de boutons, la manifestation extériorisée d'une intolérance profonde, d'une peur de l'autre exacerbée.

Les communautés minoritaires, si elles se laissent prendre à ce piège, se sentiront peut-être protégées dans un premier temps, mais très vite, bien sûr, enfermées, entravées.

Catalogué dans un milieu social, culturel et idéologique, quelle possibilité a-t-on d'échapper aux grands frères et aux règles rétrogrades et inhumaines ? quelle chance de communiquer avec les autres, de trouver un travail, un travail normal, c'est-à-dire le même que peuvent exercer les autres, quel espoir d'exister dans la cité, de s'ouvrir à d'autres cultures, d'autres savoirs, d'autres langages... ?

Bien sûr, à dose homéopathique, il y aurait des conseillers municipaux, des députés, et, pourquoi ne pas rêver, peut-être un jour un sous-ministre spécialisé !

Mais dans la réalité quotidienne, et sous prétexte qu'ailleurs cela est soi-disant vivable, un mur infranchissable, le même que celui qui existe déjà dans toutes les têtes, serait cette fois légitime, officiel, et laisserait aux populations dominantes leur indispensable bonne conscience.

Harlem ou les barrios chinois, les quartiers noirs, latinos, jaunes ou autres couleurs du monde entier sont certainement poétiques dans les livres et les films. Quelle est la vie de ceux qui y vivent, c'est hélas une autre question, dont nous préférons souvent ignorer la réponse...

Cette fausse reconnaissance, cette considération du bout des lèvres, ce rejet de fait - «ils ont le droit de vivre ici, d'accord, mais entre eux» -, ce refus d'une intégration totale, mais sans condition, aggraverait l'identification à une entité plus large, comme le monde musulman, puisque l'identification à l'environnement immédiat, le pays dit d'accueil, n'est pas possible. Ce refus aggraverait aussi l'esprit de supériorité chez les dominants, leur certitude qu'ils ont tout, qu'ils savent tout et n'ont rien de bon à découvrir chez les autres.

Ainsi les multitudes de petits murs, à petite échelle, dans nos petits quartiers, nos petites villes, nos petits pays, protégeant nos petits égoïsmes, car, c'est bien connu : «l'enfer, c'est les autres...», sont les répliques du grand mur dressé au plan mondial entre nous, le bien, et les autres, le mal.

Tout le reste, de la part de nos dirigeants, n'est que mensonges et calculs.

Que faudrait-il, pour qu'un jour tout être humain soit respecté par ses semblables ? Pour que l'on puisse vivre avec ceux qui ont les mêmes coutumes et valeurs que soi si on le désire, et avec les autres aussi pour les connaître. Pour que tout soit possible et rien obligatoire ? Que les différences n'entraînent pas des hiérarchies, et ne deviennent pas des différences de droits ?

Non je ne terminerai pas par un slogan, je n'appellerai pas la révolution de mes vœux, cela ne sert à rien.

Mais déjà se méfier, garder l'esprit critique et sentir les pièges.

Inlassablement.



il faut libérer d'urgence les détenus d'Action directe

Malgré des protestations de plus en plus nombreuses, des pétitions, des manifestations venant d'un large panel d'individus ou d'organisations (Ligue des droits de l'homme, Parti Communiste, ...), les 4 militants, Joelle Aubron, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon, et Jean-Marc Rouillan sont maintenus **emprisonnés depuis 17 ans dans des conditions particulièrement éprouvantes**. Arrestations spectaculaires, suivies d'un procès qui s'est voulu exemplaire (des peines de sureté maximum ont été prononcées pour prouver au bon peuple, qu'en France aussi, on sait s'occuper des terroristes). Puis des conditions de détention particulièrement difficiles : des années d'isolement, de limitation des visites et brimades diverses, refus du rapprochement accordé habituellement aux détenus politiques, et surtout entrave aux soins médicaux élémentaires. Petit à petit, dans cet environnement hostile, obligés de se battre pour obtenir la moindre parcelle d'amélioration, avec des périodes d'isolement, des grèves de la faim à répétition, leur santé s'est dégradée au point qu'ils sont tous les 4 aujourd'hui atteints de maladies très graves et nécessitant des soins hospitaliers **justifiant leur mise en liberté immédiate**.

Ils doivent, compte tenu de leur état de santé, pouvoir bénéficier d'une «suspension de peine», selon la loi dite Kouchner. Cette loi du 4 mars 2002 prévoit une suspension de peine, pour les prisonniers «atteints d'une pathologie engageant le processus vital, ou dont l'état de santé est incompatible avec le maintien en détention».

Ce qui est vraiment le cas, pour Nathalie Ménigon depuis plusieurs années, après des accidents vasculaires cérébraux, pour Joëlle Aubron qui vient de subir une opération d'une tumeur au cerveau, pour Georges Cipriani et Jean-Marc Rouillan qui doivent subir des traitements lourds, incompatibles avec la prison.

Mais qu'attend la justice pour appliquer la loi ?
Qu'attend Kouchner pour réclamer l'application pour tous d'une loi dont il est le principal auteur ?

Et que l'on ne prétexte pas qu'ils ont fait 17 ans de détention, que leur peine de sureté étant de 18 ans, ils sortiront dans un an. Ce sera peut-être trop tard, et de plus, la sortie au bout des années incompressibles n'est pas automatique, mais au bon vouloir d'un juge, comme l'explique Jean-Marc Rouillan dans un article paru dans CQFD :

« ...Dix-sept années... Dans 365 jours, la peine incompressible s'achèvera et je poserai ma demande de libération conditionnelle. La première... Qu'importe combien il y en aura, la prison sera toujours rythmée par cette horloge. 365 jours tel un compte à rebours...

Le procureur avait réclamé : «je veux qu'il fasse 18 ans !» Il se trouvera bien un autre magistrat pour dire : «je veux qu'il fasse un an de plus !»... Et l'année suivante un autre juge confirmera en son nom «un an de plus !»... Ainsi de suite... C'est la nature même de la peine perpétuelle...»

La preuve qu'il en est bien ainsi : Georges Cipriani, arrêté un peu avant les autres, a écopé de 15 années incompressibles, et il est toujours détenu, 18 ans après.

Derrière le mur

Deux ans après l'arrivée de la droite au pouvoir, le constat de ce qui se passe en prison est affligeant. Selon les statistiques publiées par l'Observatoire International des Prisons, la population carcérale s'est accrue au point d'atteindre un taux moyen d'occupation de 120%.

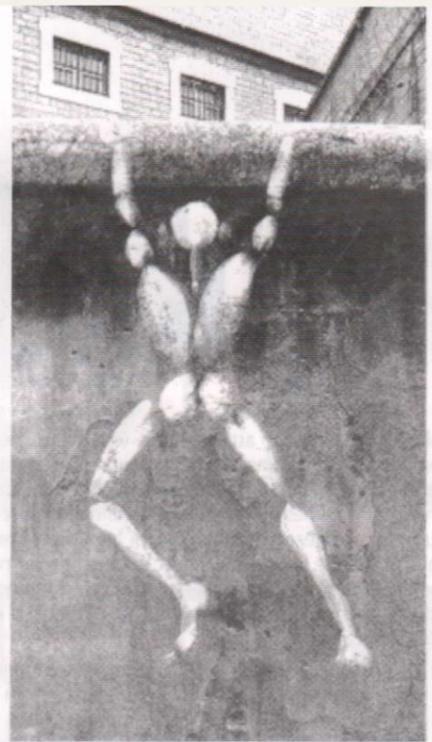
Alors qu'en 2000, un rapport d'une commission du Sénat dénonçait déjà les prisons françaises comme «une humiliation pour la République», aujourd'hui, les conditions de détention se sont gravement détériorées. Ces messieurs les notables de la France d'en haut s'étaient émus de l'état de délabrement des établissements pénitentiaires à la suite des «affaires» diverses et variées qui avaient amené de nombreux cols blancs sous les verrous. L'incarcération des Le Floch-Prijan, Tapie et autre Carignon avait incité le Dr Véronique Vasseur, médecin-chef de la prison de la Santé à témoigner de l'état d'insalubrité et des conditions indignes qui y régnaient. La presse avait orchestré une campagne de dénonciation, les parlementaires avaient voté le droit de faire des visites imprévisibles dans les prisons. La prise de conscience de ce scandale qui ne les touchait que lorsqu'il concernait des personnes de leur classe sociale, a au moins permis le vote d'une loi sur la présomption d'innocence en février 2000 et l'obligation du placement en cellule individuelle de tous les prévenus dans les trois ans. Des voix se sont élevées pour réclamer l'instauration du *numerus clausus*, principe existant dans d'autres pays, c'est-à-dire : pas un détenu de plus que de places disponibles. Résultat : en 2001, le nombre de détenus avait commencé à baisser, en particulier dans les maisons d'arrêt le nombre de prévenus en attente de jugement ainsi que celui des personnes incarcérées pour des délits mineurs.



«Quatre en cellule» de Didier Chamiro, détenu à St-Etienne dans les années 80

Au printemps 2002, Jospin ayant succombé au chant des sirènes du discours sécuritaire, le retour au pouvoir de la droite qui prétendait incarner la démocratie face au danger de la montée de l'extrême-droite aboutit en prison comme ailleurs à un virage à 90°. Sarkozy et Perben remettent les pendules à l'heure : L'administration pénitentiaire est définie comme la 3^e force de sécurité de la nation.

Sarkozy fait voter de nouvelles lois définissant de nouveaux délits punis de peines d'emprisonnement courtes. Les nouvelles dispositions de la loi Perben 2 donnent un pouvoir accru à la police et au procureur : avec l'alibi d'adapter la justice aux évolutions de la grande criminalité, elles réorganisent la procédure pénale en portant une atteinte grave aux libertés. Les pouvoirs exceptionnels confiés à la police pour combattre les réseaux criminels s'appliquent aux délinquants ordinaires (pose de micros et caméras dans les lieux privés, perquisitions de nuit, garde à vue prolongée à 96 heures y compris pour les mineurs de 16 à 18 ans, intervention tardive de l'avocat, notion floue de bande organisée ouvrant la porte à tous les abus)... Conséquence : la surpopulation des maisons d'arrêt arrive à des proportions



jamais atteintes jusque-là. Le rapport du Comité Européen de Prévention de la Torture publié en janvier dernier dénonce «l'augmentation récente et alarmante du surpeuplement des maisons d'arrêt ainsi que du nombre des suicides. Les conditions de détention s'apparentent parfois à des traitements inhumains et dégradants». A Loos les Lille, 1103 détenus pour 461 places - à Toulon, 348 pour 145 places ; les prisonniers vivent à trois dans 9 m², voire à quatre ou cinq dans 12 m². L'angoisse, la tension montent, créées par cette promiscuité et ces conditions de vie intolérables, entretenues par les déclarations des ministres qui donnent le ton du mépris et de la répression. Il règne un climat de violence et de non-droit.. Le nombre des suicides suit la même courbe insupportable : suivant l'observatoire des suicides dans les prisons françaises, 6 suicides et morts suspectes sont connus depuis le 1^{er} janvier 2004. La peine de mort est-elle vraiment abolie en France ?

L'administration pénitentiaire met en place la formation des ERIS, équipes régionales d'intervention et de sécurité, corps de surveillants de prisons entraînés suivant les méthodes de commando du GIGN, ayant pour mission d'intervenir cagoulés pour effectuer des opérations coups de poing ; préparés psychologiquement à venir à bout de toute résistance et couverts derrière l'anonymat, ils se sont déjà livrés à des excès de zèle dans les quartiers d'isolement de trois prisons (Bois d'Arcy, Lannemezan, et Clairvaux).

A Fleury, un nouveau service vient d'être créé, à l'intitulé éloquent : l'Etat-major de la sécurité.

Dans les centrales où les condamnés purgent les longues peines, le ministère a décidé la fermeture des portes de cellule dans la journée, supprimant ainsi aux détenus le petit espace de liberté qu'ils avaient avec la possibilité de se rencontrer ou d'avoir accès aux salles communes de télévision.

Le Sénat restreint la possibilité offerte par la loi Kouchner de suspendre la peine des détenus gravement malades ou dont l'état est incompatible avec la détention. Cette loi a permis la libération de Papon, tandis que Nathalie Ménigon après deux AVC n'a toujours pas la possibilité de sortir pour être soignée. C'est l'instauration d'un régime de plus en plus policier et répressif.

Le discours sécuritaire orchestré par les médias veut nous faire croire qu'il y a une montée de l'insécurité : «on nous l'avait bien dit, d'ailleurs on peut le vérifier puisque les prisons débordent depuis que la droite a repris le pouvoir à la gauche laxiste». En fait, en donnant une nouvelle définition aux lois, en créant de nouveaux délits, la droite au pouvoir établit son règne par la peur, donne effectivement une nouvelle définition de la délinquance et remplit les prisons. La notion de délinquance est présentée au citoyen moyen avec toute une connotation morale qui justifie le rôle de la prison comme punition - le condamné doit payer sa faute, de préférence dans la souffrance, alors qu'il s'agit tout simplement d'une délimitation juridique. La loi faite par le Medef et les politiciens oligocrates dessine la frontière de leur oppression : tous ceux qui ne rentrent pas dans leurs normes et n'acceptent pas la soumission doivent être exclus.

Les prisons sont à l'image de la société qu'ils veulent construire : un lieu d'injustice et d'exclusion. Le minimum que nous puissions exiger est un contrôle de la situation des prisons par des institutions extérieures garantes du respect des droits de l'homme, puis une réflexion sur les moyens d'arriver à la suppression du système carcéral en agissant sur les causes de la misère et de l'oppression.

En reconnaissance à Robert Badinter et Pierre Dumayet

Ici, plus qu'ailleurs, Lire c'est Vivre

Attention danger ! le danger dont il est question ici est d'autant plus redoutable qu'insidieux, inaperçu, inconscient. Nul n'est à l'abri, pas davantage le personnel pénitentiaire -du directeur au surveillant- que les détenus, ou les personnes extérieures, dites «intervenants», qu'ils soient enseignants, bibliothécaires, animateurs, ou visiteurs occasionnels pour quelque raison que ce soit. «Être humain», c'est cela même qui est menacé.

Le système

Le «surveillant» se reconnaît à son uniforme - «Les bleu-marine» dit d'eux une directrice- ; il porte aussi les attributs de ses fonctions : à sa ceinture est accroché un trousseau de clés, sa poche arrière est gonflée par une paire de menottes, visibles, et l'on voit aussi -pas toujours- ces gants blancs, fins, semblables aux gants d'examen du personnel médical, qui ici, servent aux «fouilles à corps». Objets symboliques, qui donnent à penser.

Le voici équipé pour obéir à ce maître-mot de leur fonction : sécurité qui, peu à peu, en a éclipse d'autres : un bulletin interne récent définit le «statut» de la Pénitencière «3° force de sécurité de la nation». Sécurité ? Dans ce système chaque détenu est considéré comme un évadé en puissance, un agresseur possible, une menace pour la fonction et pour chaque agent : «*Tout peut arriver*» est-il dit souvent. Il faut tout contrôler, tout voir, être prêt à tout -anticipation et prévention-, donc tout empêcher. Il s'agit moins de rassurer que d'inquiéter. Les premiers inquiets sont les surveillants eux-mêmes. Tout craindre ou tout soupçonner ne peut pas ne pas rendre inquiet.

Contre quoi le surveillant se défend par l'excès du zèle, par l'arbitraire empêcher l'autre de sortir de cette cellule pour rencontrer éducateur, enseignant, animateur, bibliothécaire, visiteur -ce qui permet de respirer, de sur-vivre-, arbitraire masqué par la formule presque rituelle "Il refuse" ; ou dire à une femme détenue "Je vous connais bien, depuis que j'ai fouillé votre cellule". Comment ne pas céder, parfois, à la jouissance de ces pouvoirs extrêmes, les clés, la fouille ? Surveiller est devenu punir. (Foucault, *Surveiller et punir*) Ici l'extrême n'est pas l'exception. Il ne s'agit pas de bavure, de dérive, mais de la brutalité ordinaire, banalisée : la coopérative du personnel a offert un jour à ses adhérents des menottes-miniature-ornement-de-porte-clés !

Parmi eux se rencontrent aussi les êtres les plus justes, les plus «humains» : ce «gradé» qui reprend un jeune collègue : «*Ici il n'y a pas des voyous, il n'y a que des détenus*» ; ou ce - merveilleux - chef de détention : «*Quand un détenu est dans mon bureau, fâché, je gesticule le moment où je verrai dans ses yeux qu'il n'y a plus un chef-et-un-détenu, mais qu'on peut parler d'homme à homme*» ; il pratiquait des contrats de confiance, d'homme à homme, dans une exigence réciproque, avec des brigands, des grands braqueurs, ceux qui arrivent avec l'étiquette criminels, et il n'hésitait pas à les classer, c'est-à-dire les nommer «auxiliaires», ce qui leur attribue une identité, avec une rémunération. Ce sont des postes de confiance, ils sont chargés de distributions diverses, de tâches quotidiennes essentielles -la cuisine-. Parmi eux, les auxiliaires-bibliothécaires. Et cet autre «chef» qui exerce de hautes responsabilités avec un sérieux et une autorité derrière lesquels est perceptible un homme distinct de la fonction, plein d'attention et de délicatesse, qui attire la confiance, l'estime. Remarqués parce que en contradiction avec les symptômes ordinaires.

L'autre pôle, c'est la direction, le lieu du pouvoir. Un monde différent. Les signes sont des bureaux, des sigles en quatre lettres sur des portes et des boîtes aux lettres, des réunions, des rapports, des notes de service qui autorisent ou interdisent, des soucis de budgets, de marchés et de travaux, des courriers sans réponse, des rendez-vous impossibles... c'est une administration. Ici, on pratique les visites guidées, l'art de la vitrine, le rite des félicitations au personnel. Les directeurs, ne restent pas longtemps, ils ne font que passer.

Soumise aux contraintes extérieures, prise dans les tourbillons du monde, l'administration, en ses bureaux, n'entend pas les plaintes et les gémissements, ne sent pas l'odeur de la mauvaise nourriture (pas plus qu'elle ne sent l'odeur des rats), elle ne voit pas les dysfonctionnements quotidiens, pas plus qu'elle ne voit la crasse de trop de lieux, signe trop évident de mépris.

Il y a deux mondes, le langage courant les distingue : «l'administration» et «la détention», séparés par des grilles et des laisser-passer. Deux mondes sans guère de communication. Lorsqu'un jour, à la demande d'un «chef» conscient des clivages, est créé un service de communication, quelque temps après, ce service se retrouve orienté vers l'extérieur, c'est-à-dire... les médias, et non pas vers l'univers intérieur. Non pas un monde d'hommes, un système de fonctions...

Le détenu

Le «détenu», lui, est l'objet de la fonction. On le place dans une cellule, on le déplace, souvent, - «*Et celui-là, où va-t-on le caser ?*» - . Quand on manque de place, on entasse. La cellule, comme le mot l'indique, est l'élément constitutif de base (Larousse) de l'ensemble. Le travail essentiel consiste à la fermer, la maintenir fermée, sauf raisons précises : réveil, distributions diverses, notamment de la nourriture, promenade, parler, cours et activités - mais dans ces cas, on ne l'ouvre pas toujours -, à vérifier régulièrement son contenu, à la vider et la remplir selon des rites plus ou moins organisés - l'imprévu est fréquent -. C'est l'usage des

clés. Ici, une porte n'est pas faite pour entrer ou pour sortir, mais seulement pour rester fermée (Borges, «*Histoire de l'infamie*»).

L'être humain-détenu, lui, ne dispose pas d'un lieu personnel : la cellule n'est pas un lieu de passage où l'on entre et d'où l'on sort, mais un moyen d'enfermement, non pas un espace privé qui met à l'abri mais un espace public exposé à tous les regards -l'œilletton-. Tout ce qu'il est possible de voir doit être vu, le courrier -la censure- et tous les objets personnels. Il ne dispose pas non plus d'un temps personnel, et l'attente du bon vouloir de l'autre est la condition permanente. Il ne peut faire usage de la «propriété» de quoi que ce soit : l'imprévu des fouilles et des confiscations. Il ne dispose pas de son corps : les fouilles à corps (les gants), et l'utilisation, en telle ou telle circonstance, des menottes : qu'elles tirent les bras derrière le dos, ou qu'elles soient tirées en avant par une chaîne, elles interdisent la fonction normale des bras pour l'équilibre de la marche. Il ne dispose pas du simple usage de la parole : «*Les montées et descentes en promenade se font en silence*» est affiché dans les escaliers qui conduisent aux cours de promenade. Ici, la parole se perd : «*Personne ne me parle*» se plaint celui-ci, hospitalisé au SMPR (service médico-psychiatrique). Et si parfois elle perd son sens symbolique de l'usage courant, si le «*Va te faire pendre !*» du surveillant agacé et distrait prend tout à coup sens littéral, il y a de quoi frémir.

Souvent, trop souvent, le détenu endosse exactement ce rôle qui lui est attribué : il subit, dans la détresse, le désespoir, jusqu'à - on le sait - cet extrême, le suicide. Pour certains, la révolte impuissante se dit dans la plainte perpétuelle, le discours de victime. Pour d'autres, la communication impossible prend la forme des gestes - casser le matériel, se «couper» le corps, «casser la figure» à un surveillant ou un détenu- seul langage accessible : ces gestes, dits «violents», sont neutralisés par la chimie, ou sanctionnés comme des délits -le mitard, prison au carré-. Eux ne trouvent pas d'autre moyen de survivre qu'en jouant exactement le rôle qu'induit le système : celui de victime. Ceux qui «vivent» ont trouvé la bonne «distance» - ce qui leur est infligé n'atteint pas leur être réel, retranché, inaccessible. Ils sont calmes, courtois, paraissent indifférents. Eux ne jouent pas le rôle induit par le système. Ils ne tiennent pas la place de la victime dans le scénario. Ils sont respectés.

Celui qui vient du dehors

Entre ces pôles se trouve pris l'intervenant extérieur. Il apporte la vie du dehors, l'enseignement national, la formation professionnelle, la création artistique ou l'expérience théâtrale, la lecture publique...

D'une part, dépendant du bon vouloir des surveillants pour pénétrer dans ses lieux, rencontrer ceux qui l'attendent, il peut s'entendre signifier -voire dire explicitement- «*Je n'ai pas le temps, vous dérangez mon travail... Je ne vous connais pas, je ne connais que mes chefs*», ou la réponse rituelle «*il ne vient pas, il refuse*».

D'autre part, il doit se défendre de céder à la compassion, de prêter à la plainte une oreille complaisante qui le ferait entrer à son tour dans le scénario. D'un côté comme de l'autre, il doit résister au discours du système, et s'attacher à parler sa propre langue, qui est autre.

Danger !

Le point vif est que chacun reste inconscient de ces périls du système qui l'emploie. Il ne semble pas que personne ait été, à un moment quelconque, alerté de ces brèches ouvertes aux instincts de domination, d'écrasement, d'annihilation de l'autre qui sommeillent en tout être, en chacun de nous, dont pourtant des signes sont perceptibles, et dont se fait complice celui qui se complait dans le rôle de victime ou de compassion.

Les mots de la langue sont bafoués. Ici, le mot sécurité n'évoque plus la tranquillité mais est réduit aux connotations de violence. Ici, le mot gardien ne désigne plus le gardien du foyer, ou le gardien du trésor ou le gardien de la joie, mais du méchant qu'il faut empêcher de nuire. Ici, l'on ne veille plus sur des êtres aussi précieux que des petits enfants, mais l'on surveille des voyous et des criminels que l'on méprise ou dont on a peur. Lorsque sont perdus le sens même des mots et la beauté de la langue, alors, chacun peut perdre son âme. Alors, oui, chacun est en danger.

Un autre univers

Dans ce système fermé, une fenêtre a été ouverte en 1994 par Robert Badinter. Il ouvrait des espaces de vie, au moment où il faisait abolir la peine de mort. L'un de ces espaces est la «Bibliothèque»...

A Fleury-Mérogis, au cours des années 90, 8 bibliothèques ont ainsi été créées et gérées par des bibliothécaires professionnelles constituées en association «Lire c'est Vivre»...

Témoignage de Geneviève G., fondatrice de l'association Lire c'est vivre, qui a créé les bibliothèques de la Maison d'Arrêt de Fleury-Mérogis, et la revue «Lire à l'ombre».

BAN PUBLIC

C'est une association, loi de 1901, a-religieuse, adogmatique et apolitique, qui a pour but de favoriser la communication sur les problématiques de l'incarcération et de la détention, et d'aider à la réinsertion des personnes détenues.

Par son nom, l'association BAN PUBLIC se veut un lien symbolique entre le dedans, caché parce qu'infâme aux yeux du monde, et le dehors qui ne sait pas ou n'accepte pas son reflet, son échec. Nous voulons ouvrir les portes et les yeux, afin que la prison devienne l'affaire de tous.

Composée d'ancien(e)s détenu(e)s, de journalistes, d'universitaires, d'artistes, d'associations... de citoyens, BAN PUBLIC développe son action autour d'un site Internet, prison.eu.org.

Ce site est ouvert à toutes et à tous. Familles de détenu-e-s, détenu-e-s, militant-e-s, associatifs, avocat-e-s, juristes, sociologues, journalistes, personnels pénitentiaires, syndicats. Toute contribution est utile pour informer et ouvrir des débats afin de pouvoir réformer le système carcéral et tendre à son abolition. Toute réforme qui, sur la durée, ne tend pas à l'abolition amène un système barbare dont nous devenons les complices.

COURRIER EXTRAIT DU SITE prison.eu.org

LE SADISME POUR "DONNER DU SENS À LA PEINE" ?

Commentaire sur l'article paru le mardi 14 mai dans Libération
Les penseurs humanistes mais pas abolitionnistes en quête de sens, eux, à leur démarche de bonne conscience, n'ont pas prévu ça ?

Ils ne voient pas plus loin que le bout de leur petite lorgnette. L'épisode de la cueillette du muguet faussement et sadiquement annoncée aux femmes de la MAF de Metz par une matonne givrée, n'est hélas qu'un exemple "poétique" de ce que subissent les femmes et les hommes enfermés quotidiennement : fouilles vexatoires, destructions et/ou vols du peu d'objets personnels que possèdent les prisonniers, provocations à l'incident dans les parloirs, humiliation des visiteurs, femmes et enfants compris, mensonges et commentaires sur les résultats des commissions d'application des peines pour les libérations conditionnelles en cours d'examen...

Faut-il faire la liste des actes sadiques commis derrière les murs et qui poussent parfois - et bien trop souvent les plus fragiles au suicide ? Inutile. Le sadisme suinte des murs mêmes de la prison.

Le journaliste propose comme sanction de faire faire "en vrai" la sortie pour la cueillette du muguet sous la surveillance de la matonne friponne ? Ce serait trop chouette : elle ferait faire la cueillette et ramènerait tout chez elle ! Non, il faut que les filles portent plainte pour traitement inhumain et dégradant. C'est tout. Et que la matonne soit mise hors d'état de faire et la poésie sur le dos des prisonnières, définitivement.

Duszka

EXTRAITS DE LA LETTRE D'UNE DETENUE

"Ici, il y a 3 termes à bannir : REINSERTION - LOGIQUE - HUMANITE "

Côté médical...

Alors là c'est l'apothéose, et je sais de quoi je parle, je suis infirmière. Le médecin fait acte de présence 2 demi-journées par semaine, et nous ne sommes jamais moins de 200 donc voyez vous-même ! Faut pas être malade, sinon c'est le déclin. La DIGNITE eux ne connaissent pas ! Cela ne fait pas parti de leur vocabulaire, savent-ils ce que cela veut dire ?... La question est là !

Côté travail...

On dit que l'Asie est sous payée, je l'affirme : c'est faux, ils sont riches. Ici on travaille à la pièce : un fax avec 26 pièces à mettre - travail méticuleux - 0,20 centimes d'euro brut : " no comment ". Imaginez le rendement qu'il faut pour avoir à peu près 350 à 400 francs cantinables (-10% partie libérable, -10% !) donc 300 francs de frais d'entretien en échange de : 4 rouleaux de papier WC, une éponge, un dentifrice (de merde), un gel douche à utiliser de préférence pour les chiottes, sinon boutons assurés, 25 cl de javel, tout ça pour entretenir notre loft de 7m² contenant une armoire, un chevet, un lavabo, un wc, une table, une chaise, un lit, une fenêtre et des grilles...

Fouille à corps...

Désagréable pour nous, jouissif et bandant pour eux. Je pense que lorsqu'ils choisissent cette profession, ils doivent tous avoir un côté refoulé de voyeur ! Et c'est rien de le dire, il faut y passer pour y croire. Sondage des grilles chaque soir, ne rigoler pas, des fois qu'on les ronge avec les dents, il faut éviter tout danger. PROTECTION. Parce que s'il y en a une qui se barre, là ils sont mal, très mal...

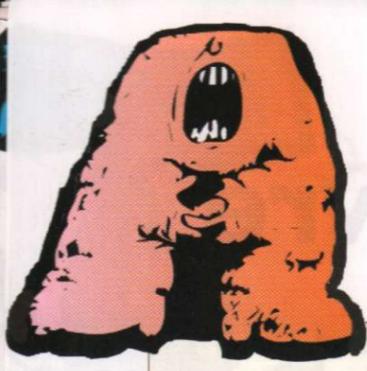
Unités de vie du Centre pénitentiaire...

Des femmes paient leur dette à la société et attendent que le temps passe. Un temps sans plaisir ni espoir, ni joie : c'est à visiter. Cela ferait réfléchir certains.

Nous sommes les oubliées du monde, ce n'est ni horrible ni violent (quoi que), c'est un mouvoir, c'est accablant - dégradant - affligeant.

Il faut savoir qu'une fois détenue, on s'occupe de toi, on pense pour toi, on agit pour toi et on décide pour toi, c'est infantilisant. A n'importe quel moment de la journée, on peut t'appeler et tu dois t'exécuter sur les champs. La période, où la détenue peut se dire " je vais pouvoir enfin être tranquille ", est la fermeture le soir de 19h30 à 7h et là encore, il faut avoir la chance d'avoir un bon sommeil, car les rondes avec la lumière en pleine poire, c'est génial, et surtout que ta voisine ne soit pas bruyante, poste à haut volume, lessive à minuit en faisant couler le robinet et tout ça résonne à un point indescriptible et invivable.

Pourquoi ne pas rétablir la peine de mort car 15, 20, 30 et perpète est une mort lente, je te le dis tout haut et là j'ai la rage, pas celle des dents, celle de dedans. Qui vous donne le droit VOUS LA JUSTICE de tuer à petit feu des innocents, QUI AU NOM DE QUI j'aimerais savoir, j'aimerais comprendre, car cela n'a pas de sens. C'est démesuré, pitoyable, ridicule, c'est une honte pour le gouvernement.



NOUVELLE CRUELLE
hélas inspirée de la réalité

L'orpheline

Brinquebalante dans la camionnette qui fonce vers Fleury-Mérogis, Jeanne tient de ses deux mains menottées son lourd ventre bossu de parturiente primipare.

Les deux flics désignés par le juge des "libertés" lui prodiguent des encouragements paternalistes pour tenter de calmer ses pleurs.

Quelques bribes de consolation atteignent son esprit embrumé par le désarroi comme : «la prison, ce n'est pas si terrible» «dans ton état tu sortiras vite», «j'ai une fille de ton âge»...

Déjà le véhicule atteint le pavillon des femmes situé au bout d'une allée de cette Z.U.P. carcérale.

Elle est livrée comme un colis avec un petit bagage constitué principalement d'une layette amoureusement tricotée.

Les événements se précipitent... Deux matones la saisissent et après l'avoir immatriculée, photographiée, fouillée à corps dans les moindres recoins de son intimité, elles lui font signer enfin, le livre des écrous.

Une «bonne sœur» (il existe encore dans les prisons Françaises quelques rares échantillons d'une époque révolue) vêtue de blanc, une croix ostentatoire épinglée aux revers de sa blouse, la prend en charge. En la conduisant fermement par l'épaule, elle lui dit dans un souffle : «Je suis ta surveillante, je m'appelle sœur Marie des Anges nous allons au bloc "M".»

M, comme maternité...

Enfin seule, sans un regard sur l'ameublement de sa cellule, elle se jette sur son lit... Elle pleure toutes les larmes de son corps, mord ses draps avec rage, se tourne et se retourne convulsivement, sans se soucier de son précieux fardeau qui l'habite tout entière.

Ces quelques soubresauts d'une femme brisée, autant morale-ment que physiquement, provoquent presque immédiatement des coups à la porte.

Un haut-parleur, encastré au plafond, lui intime l'ordre de se calmer. Hébétée, Jeanne, tout à son désespoir, ne s'est pas rendu compte que l'œil d'une caméra suit ses moindres faits et gestes. Sur le dos, les yeux fermés, immobile, elle se passe le film de ces trois dernières journées, certaine que ces inquisiteurs électroniques ou humains, ne parviendront pas à espionner les méandres de sa pensée. Personne n'a voulu la croire et pourtant sa conviction d'innocence lui chevile l'âme.

Le numéro 117 est détenu, mais son esprit hante sa maison, et particulièrement ses terribles nuits de sa prison.

Elle se repose à l'heure habituelle. La dispute avec son compagnon. Elle se remémore les mots échangés, à quel point il avait raison. Sa réaction avait été injuste et la bagarre avait été excessive.

L'après-midi, malade, elle se voit l'âme en peine, elle ne peut compter sur son mari pour aller à la prison... Devant elle un homme de mensonge et de pure possession de ses forces et de ses moyens.

Un arrêt mental sur image se fixe sur sa main ensanglantée. Elle vient de suivre la fracture ouverte, que son mari s'est faite au crâne, en heurtant le rebord de la cheminée.

Elle n'a pas voulu croire à l'irréversible, à la mort de son ami, elle a hurlé, appelé au secours, la police, les pompiers, le SAMU... Personne n'a rien pu faire pour lui, il est mort sur le coup. Tout s'est enchaîné très vite, elle a raconté la scène des dizaines de fois; à la police pendant sa garde-à-vue, à l'avocat venu la visiter, aux juges, aux voisins, à la terre entière, rien n'y a fait...

Petit à petit elle s'est enfoncée dans les sables mouvants de la justice pour descendre inexorablement au fond du trou, au fond de la prison, où elle se trouve maintenant.

Sept heures du matin sonne rituellement le branle-bas de combat, dans les casernes, les collèges ou les prisons pour suivre le fameux principe : «Quand il n'y a rien à faire, il faut le faire de bonne heure.» L'enfermé doit se tenir prêt, dès l'aurore à être dressé, éduqué, réprimé.

C'est la loi du genre quasiment universelle...

Une voix nasillarde venue du plafond réveille et engage Jeanne à préparer ses affaires de toilette et d'aller rejoindre ses compagnes de galère dans le couloir. La lourde porte à guichet s'ouvre comme par enchantement sans intervention humaine. Ahurie de tant de technicité, elle s'agglutine au groupe de détenues qui se pressent derrière une grille. Toutes ces femmes, une vingtaine environ, sont revêtues comme elle de la même blouse bleu ardoise, distendue par un ventre plus ou moins rebondi.

Il est bien connu que la prison a tendance à infantiliser les pensionnaires, car tout est décidé à leur place. De la directrice à la dernière des matones, cette théorie a force de loi. Le but de leur pédagogie carcérale consiste à redonner à ces détenues le goût de la servitude.

De leur inculquer, comme aux temps anciens, les grands principes de la soumission ordinaire. L'encadrement s'emploie donc, avec vigueur, à cultiver, chez les pénitentes, l'image idéale de la femme au foyer. De la future mère de famille, reproductrice des nouvelles générations, qui doit assurer la pérennité du peuple français...

Pour assumer pleinement cet idéal patriotique et rédempteur, il leur faut abandonner toute velléité de critiques féministes, individualistes ou simplement personnelles.

Les tâches consacrées, reposent principalement sur l'entretien du bloc, avec son corollaire d'activités ménagères : repassage, balayage, cuisine, qui constituent les occupations principales de la journée.

Des heures de loisirs sont parcimonieusement accordées, principalement "la promenade". Cet exercice ambulatoire ne peut se faire qu'à trois promeneurs, les couples sont interdits, ainsi que tout rassemblement statique.

Jeanne, accostée par deux curieuses en mal de conversation, doit interrompre son tour de piste et raconter pour la énième fois son histoire. Pour conclure, elle clame son innocence, ce qui provoque les éclats de rire de ses deux interlocutrices. «Ici nous sommes toutes innocentes» dit l'une, l'autre en guise de moquerie lève le poing et proclame : «pour moi c'est la société qui est responsable». Les deux femmes déçues d'un si banal fait divers rejoignent une troisième en quête d'information pour lui annoncer leur jugement définitif : «la nouvelle, c'est une conne». Pour Jeanne c'est décidé ; elle ne se fera pas d'amie dans cette turne.

Sœur Marie des Anges, en observation à l'entrée de la cour de promenade, hurle : "117, ne restez pas en plan, marchez ou rentrez immédiatement..." Une bouffée de colère fait répondre au matricule interpellé un merde retentissant.

La réaction ne se fait pas attendre, la religieuse déchaînée empoigne Jeanne par le bras et après l'avoir installée dans la cuisine, elle lui colle méchamment une jatte de légumes à trier. La religieuse houspille, menace sa prisonnière et lui promet d'assouplir son caractère. Levant les yeux au ciel, la matonne s'abîme en dévotion, priant le Seigneur de bien vouloir pardonner les péchés commis par les créatures qu'elle a sous sa garde.

Jeanne, à l'approche de ses forces, se laisse aller à quelques petits bruits de dents sur des os, et soudain une douleur fulgurante la traverse de haut en bas. La future mère s'effondre sur le carrelage pendant qu'un liquide chaud et pressuré dévalait entre ses jambes.

Le grêle ciroume se précipite, secoue, tempête, hurle à la comédie... Comme elle n'obtient aucun résultat et que son soufre douleur reste sans vie, elle appelle du secours.

Le médecin-chef diagnostique immédiatement une rupture de la poche des eaux et le début du travail.

Remise sur pied par une injection salvatrice, Jeanne part pour l'hôpital entre deux gendarmes, avec sœur Marie des Anges sur les talons.

Une heure ne s'est pas écoulée lorsque la jeune femme, les pieds arc-boutés dans les étriers, pousse, hurle, s'épuise au rythme des contractions. Les deux "képis" sont dans le couloir comme des pères angoissés par les cris de leur épouse.

La matonne au côté de la patiente, débite des inepties dans le genre : «offrez vos souffrances à Dieu, rachetez vos fautes comme Jésus l'a fait sur la croix pour racheter celle des autres...»

Après un hurlement de bête mise à mort, dernier acte avant la délivrance, un long silence s'installe. Les gendarmes inquiets entrent dans le box malgré l'interdiction...

Devant leurs yeux effarés, la sœur rouge de joie, brandit le nouveau-né vagissant en s'exclamant «c'est une fille, on l'appellera Térésa ; et comme elle est orpheline, notre couvent l'adoptera»

En effet, la mère écartelée, accrochée par des menottes de chaque côté du lit, les poignets ensanglantés, ne respire plus. Entravée dans la douleur, le cœur de Jeanne a lâché.

La tortionnaire à cornette a perdu une prisonnière, mais a gagné un enfant...

Nouvelles la ville où

Deux ans et demi après l'explosion de l'usine chimique AZF (dont on n'ose plus prononcer le nom de peur des confusions), les responsables de Grande Paroisse (soit Total) ne veulent toujours pas reconnaître malgré nombre d'expertises, enquêtes internes, reconstitutions et expériences, qu'il s'agit bien d'un accident chimique, induit par des conditions de travail douteuses avec un recours à des travailleurs intérimaires, envoyés par des entreprises sous-traitantes, connaissant sans doute mal la dangerosité des produits circulant, et les précautions indispensables à respecter. Régulièrement, on nous ressort par médias interposés (l'Express en particulier), le coup de l'attentat, ou de l'arc électrique, pour diluer les responsabilités, et le jugement n'a toujours pas eu lieu.

Et pour créer un trouble supplémentaire, ce scoop qui aurait dû rester secret, du mystérieux groupe AZF qui exerce un chantage à l'explosif placé sous les rails de la SNCF. Mais plus certains sont encore les wagons entiers de matière douteuse, dangereuse, qui sont transportés tous les jours vers la SNPE, traversant Toulouse, au mépris des risques encourus.

L'affaire Alègre, toujours au point mort malgré beaucoup d'interrogations : une émission de télé, plus le livre du gendarme sont éloquentes : une vingtaine de crimes camouflés en suicides avec la complicité des flics et magistrats. Une manière de cacher les preuves, de protéger les notables, qui rappelle le fait l'affaire Diemans en Belgique : crimes individuels ou hommes de main et réseaux de réseaux pépinières pour l'un, sado-maso pour l'autre. Un substitut toujours en exercice malgré de graves accusations, un homme politique hurlant à la calomnie, poursuivant la presse locale et inversement : et des familles de victimes se regroupant pour essayer de faire surgir la vérité. Cette vérité éclatera-t-elle un jour ?

Sociétés HLM et collectivités locales se renvoient la balle, font de fausses promesses en misant sur des locaux non disponibles.

Comme dans la plupart des grandes villes, mais peut-être encore plus suite aux destructions massives occasionnées par l'explosion d'AZF, Toulouse souffre d'un manque important de logements sains et abordables (les prix ont flambé), ainsi que de lieux associatifs, culturels et festifs. Sous prétexte d'un projet de centre d'accueil pour demandeurs d'asile, les HLM des Chalets ont fait expulser les 10 personnes (7 adultes et 3 enfants), du collectif «Barbatruc» qui occupaient une ancienne clinique. Le mercredi 26 novembre 2003 à 6h du matin, ils ont été expulsés par la police et se sont retrouvés à la rue (l'impossibilité d'expulser en période d'hiver n'étant pas applicable pour les occupations). A ce jour, 15 mars 2004, seule une palissade a été posée autour de cette clinique. Pas les moindres travaux n'ont été commencés. Il n'y avait donc pas urgence !

de Toulouse, le mensonge règne

Idem pour le hangar : Sous prétexte d'installer 3 logements sociaux, les mêmes HLM des Chalets veulent raser un hangar qu'ils ont laissé à l'abandon pendant 10 ans, et qu'ils redécouvrent maintenant que des bénévoles de plusieurs associations (en particulier l'association Vivre à la Cépière) ont tout déblayé, nettoyé, remis en état et aux normes pour en faire un atelier, et un lieu ouvert sur le quartier. Alors que ce lieu vit, avec les associations et les habitants du quartier, les HLM, et le Conseil Général qui est majoritaire dans son C.A., ont entamé des procédures judiciaires pour en expulser les occupants. Un premier jugement en référé a donné raison aux occupants les reconnaissant comme des locataires de fait ; Les HLM ont fait appel. *Affaire à suivre.*



Parallèlement, le collectif Mix'Art Myris, occupe depuis 3 ans un bâtiment inoccupé de la Préfecture ; 300 artistes et une dizaine d'associations y exercent leurs activités avec le souci de ne pas déranger le voisinage (tous les concerts se terminent à 22 heures) ; Pendant ces années, échanges, dialogues entre artistes de toutes disciplines, et publics tout aussi divers se sont succédés sans interruption. Une démarche dont les pouvoirs publics et les élus reconnaissent l'utilité tout en laissant planer la menace de l'expulsion, et sans une proposition sérieuse de relogement.

Tout comme pour les locataires du Hangar, les Politiques ont lancé une rumeur d'une possibilité de relogement pour toutes les associations dans une ancienne usine dans le même quartier. Après vérification, cette usine fonctionne toujours à cette adresse, et n'a reçu aucune offre satisfaisante de rachat. Donc ces bruits d'autres possibilités, sont lancés dans un but de démobilisation. Et en plus, il suffit que le Conseil Général propose un lieu, pour que le représentant de la Mairie s'y oppose. Rien de bien sérieux !

Donc, on y est, on y reste.



On y est, on y reste

Sarkozy est partout !... Calife à la place de Chirac, il embrasse tous les sujets et les étreint d'une main de fer. Avocat des nantis, le voilà procureur des faibles... Traître à son serment de plaideur «*défendre les pauvres, les veuves et les orphelins*», il jette aux orties sa robe souillée de forfaiture, pour revêtir la brillante armure de ministre de l'intérieur. Il reprend, sans réserve d'inventaire, l'héritage laissé par ses illustres prédécesseurs : messieurs Marcellin, Poniatowski et l'ineffable Pasqua.

Hier, aucune finasserie juridique n'était laissée de côté pour éviter à ses riches clients, grands trafiquants d'influences et d'argent sale, les foudres de la justice. Aujourd'hui, à la tête de ses flics, il perquisitionne, garde-à-voir, surveille, contrôle le citoyen Lambda... Il fait du Le Pen à la place du chef du F.N. Nicolas Sarkozy veut occuper tout le terrain sécuritaire sans laisser un brin d'herbe électoral à brouter à la vache du Front national.

Il y a du Javert dans Sarko, d'ici qu'il nous foute l'abbé Pierre au trou pour sédition il n'y a pas loin. Après les tapineuses et leurs clients, les Corses, les banlieues à risques, les magistrats, les récidivistes, les automobilistes, l'alcool, le vin, le tabac, les portables, les étudiants, les écoliers et leurs professeurs, les chômeurs, les intermittents du spectacle, le voilà qui s'en prend aux squats en général, en particulier à la culture, à la liberté d'expression, aux lieux créatifs et festifs. Sarkozy débarque sur Toulouse en tornade blanche qui veut nettoyer le Mirail d'un coup de torchon prophylactique, remonter les bretelles à deux ou trois poulets qui manquent de zèle pour repartir dans une autre ville poursuivre sa tâche répressive.

Manque de pot, le convoi qui l'emmène à son avion, passe par la rue de Metz... Devant le grand hôtel, une banderole annonce fièrement que Mix' Art occupe les locaux. Le ministre, qui n'en croit pas ses yeux, saute de la voiture quasiment en marche. Là, devant cette ignoble atteinte à l'ordre public, en pleine ville, au vu et au su de tout le monde, Sarko éructe, bafouille de rage, trépigne la casquette du préfet apeuré. Il hurle «*Balayez moi tout ça, la culture, je m'en fous, les squatters dehors, je reviens dans deux mois pour voir si cette écurie d'Augias a été nettoyée*». Malgré un yaourt qui s'écrase sur sa limousine, Sarko rentre à Paris fier de son énième coup de force... Dans la ville rose, le fou furieux parti, l'embarras est à son comble. Voilà plus de dix ans que le petit jeu du squat musical bat son plein... Les flics délogent ici, les squatters s'installent là... Pour un immeuble délogé, cinq ou six investis.

L'explosion d'A.Z.F. a multiplié les locaux vides, aubaine pour les locataires sans droit ni titre, mais aussi pour les bétonneurs en tout genre et autres promoteurs de logements de luxes ou sociaux. Les pouvoirs publics, de leur côté, veulent raser les Z.U.P, les Z.A.C., autant de cours des miracles pour pouvoir disséminer leurs habitants (présûmes coupables) parmi la masse des honnêtes gens. En période électorale, ni le préfet, ni les politiciens n'ont envie de mettre le feu aux poudres. Pour Mix'Art, pour le hangar de la Cépière et pour les autres bâtiments investis, sans doute l'intérêt est de se hâter lentement en toute chose. Chaque partie assigne l'autre en référé, les recours et les commandements pleuvent. Chacun fait confiance à la lenteur de la justice toulousaine pour gagner du temps. Pendant trois mois – élections régionales et cantonales obligent – , gendarmes, flics, préfets, conseillers généraux et régionaux devraient rester à la maison. Tout ce petit monde est prêt à discuter autour d'une table ronde, pour faire des promesses souvent irréalistes... Izard, le président du Conseil général, à l'hypocrisie chevillée au corps, avec l'assentiment du maire Douste, faux-cul comme pas un, promettent des relogements, rue Corneille... merveilleux ! Le préfet, ému aux larmes de tant de bonté, en reste pantois...

De telles perspectives, offertes si gentiment, rendent les artistes fous de joie...

Mais à la sortie de ces émoullientes réunions, les artistes, les festifs, les occupants de tout poil se souviennent, angoissés, du fameux proverbe qui veut que «*les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent*»

Aussi, fini de jouer, battons le fer tant qu'il est chaud. Que le rectorat se débrouille avec Sarko, que les Chalets fassent de même avec les juges... Nous, on y est, on y reste. Nous sommes là par notre propre volonté, nous n'en sortirons que par la force des compagnies républicaines de sécurité !

Cela, à moins qu'une solution de rechange convenable et immédiate ne nous soit proposée.

Cache-cache Sarko, c'est fini, ni à Toulouse ni ailleurs tu ne fais la loi. Car si un ministre de l'intérieur ne fait que passer, notre détermination de citoyen critique reste...





Le monde a besoin d'air.

AREVA crée des solutions pour le détruire

Avec 75000 assassins répartis dans plus de 100 pays, AREVA propose des solutions de destruction massives et définitives. www.areva.com



no comment...

La terrible expérience vécue par la CGT chimie de l'usine AZF de Toulouse donne à réfléchir à leurs collègues électriciens de EDF.

Sécurité-Sureté : alerte rouge à Dampierre. C'est le titre d'un tract  dit  par les camarades du P.C. de Dampierre et distribué aux salariés de la centrale nucléaire.

De quoi s'agit-il ? Onze agents EDF de la centrale, tous membres de la CGT (majoritaire) chargés du «contrôle et surveillance» adressaient un courrier à leur responsable dans lequel ils lui signifiaient leur refus de continuer à exercer leur mission de chargés de surveillance et de contrôle. Il leur est demandé indirectement de ne pas respecter les règles élémentaires de sécurité. Pourquoi ? il s'agit de travaux de tuyauterie et de robinetterie sous-traités à une société privée qui, à l'instar de nombreux autres groupes industriels sont appelés à intervenir sur des centrales nucléaires. Ces travaux sont effectués par une quarantaine de salariés embauchés dans le cadre de contrats de travail à durée déterminée, dans des conditions où la rentabilité financière pour EDF et les entreprises sous-traitantes font que l'électricien public délivre de plus en plus de dérogations et les employeurs sous-traitants contraignent leurs salariés à passer outre les règles de sécurité. En clair, les soudures sont faites sans qu'un agent de contrôle puisse vérifier leurs conformités avant utilisation. Ces syndicalistes s'inquiètent d'une gestion d'EDF qui, se préparant activement à la privatisation, bafoue le savoir-faire et prône la réduction des coûts au détriment de la sécurité et de la qualification professionnelle des salariés.

Quand on sait que EDF a décidé de prolonger de 40 ans la vie de ses centrales nucléaires, et que l'on connaît l'appétit du groupe Total (AREVA) pour l'énergie en général et l'électricité nucléaire en particulier, on repense à notre vieille usine AZF de Toulouse. **Mais on n'ose surtout pas imaginer le trou béant que laisserait le souvenir d'une centrale nucléaire.**

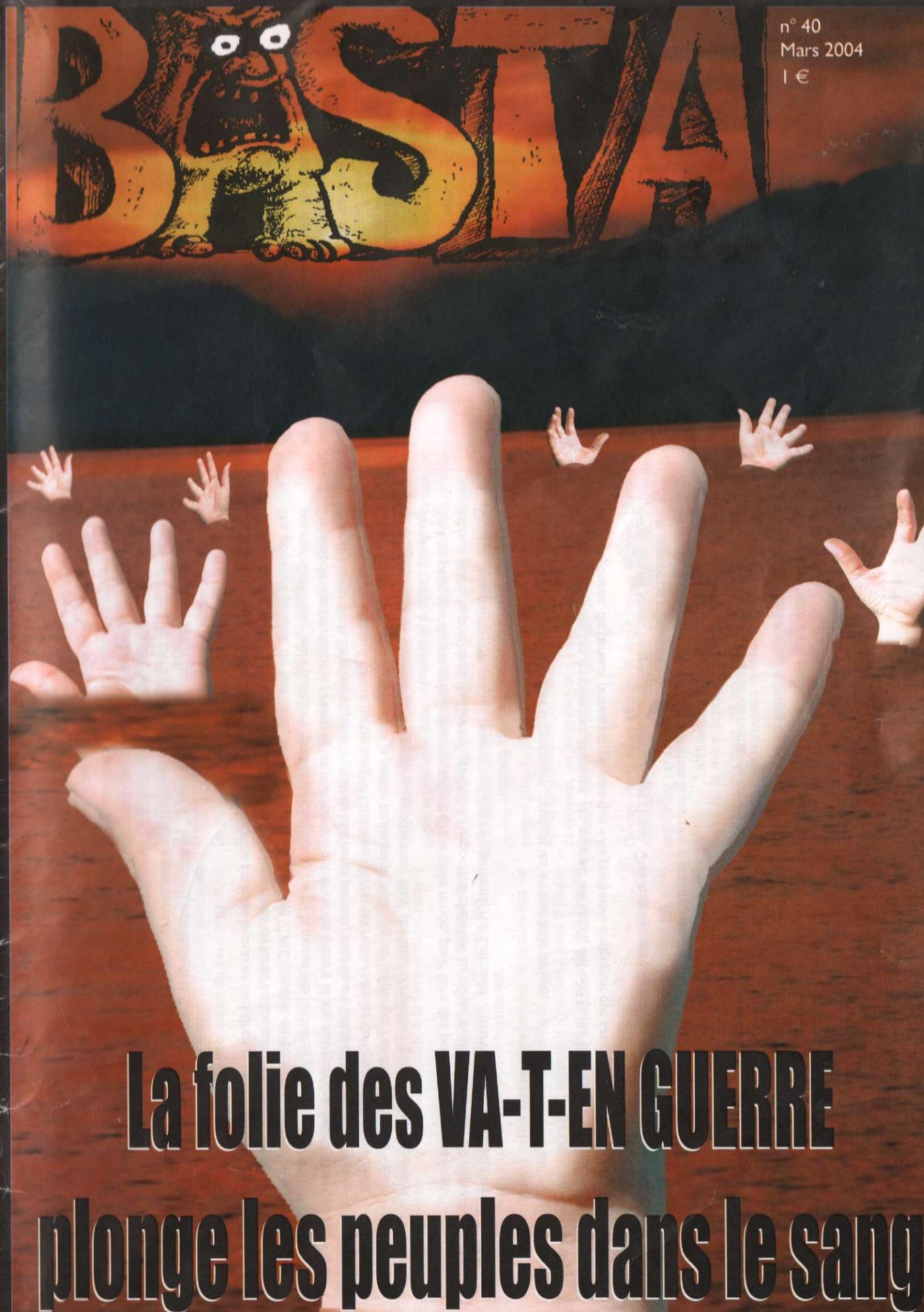
Des grévistes d branchent une centrale nucléaire

EDF ne tient pas à  bruir l'affaire, mais l'incident fait jaser le petit milieu du nucléaire. Le 12 juin 2003, un acte de malveillance a entraîné l'arrêt d'urgence du réacteur de la centrale nucléaire du Bugey (Ain). Une panne certes sans conséquence, mais désastreuse pour l'image des installations d'EDF, réputées sûres. Déjà irrité par les coupures sauvages décidées par son personnel lors des grèves, l'électricien a décidé de porter plainte.

Les faits se sont déroulés dans la matinée. Un groupe d'une centaine de grévistes a envahi la salle de commandes de la centrale, où travaillaient une quinzaine d'employés. Un bouton-poussoir a alors été actionné, bloquant une vanne de sortie du circuit secondaire. L'auteur de l'acte n'a pas été retrouvé. «Dans ces cas-là, ils peuvent être une vingtaine à tenir un manche à balai avec lequel ils appuient sur le bouton, confie un syndicaliste. Du coup, personne n'est identifiable.» Ces derniers jours, les gendarmes tentaient cependant de relever des empreintes.

Une certitude : EDF a du mal à maintenir le calme dans ses centrales lors des grands conflits. Déjà en décembre 1995, un «petit malin » avait déversé du sel de cuisine dans un réservoir du réacteur de la centrale du Blayais, en Gironde. Le réacteur avait d  être stoppé. A l'époque, les pouvoirs publics avaient demandé à la compagnie de proposer un plan afin de prévenir tout acte interne de sabotage. Une instruction manifestement rest e lettre morte...

«Nous allons mener une inspection dans les prochains jours à Bugey, car l'ambiance sociale nous inquiète», prévient-on à la Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DGSNR). «Une centrale n'est pas un jouet avec lequel on s'amuse, fulmine un spécialiste de la sûreté. Imaginez un cockpit d'avion investi par les passagers, il faudrait du sang-froid pour maintenir l'appareil en l'air ! »



**La folie des VA-T-EN GUERRE
plonge les peuples dans le sang**